Observatoire Marocain de l'Administration Publique
OMAP

"هيئات النوظمة"
Les instances de régulation

Pr. Rabha Zeidguy

Editorial

Le choix par l'OMAP de consacrer un numéro de son Bulletin aux « Instances de régulation », ne peut être que salué et ce, à maints égards.

En effet, si l'on excepte Bank Al Maghrib, régulateur du marché monétaire, l'apparition relativement récente (début des années 1990) de ces instances d'un genre nouveau qui sont venues enrichir le paysage institutionnel marocain, n'a pas suscité un intérêt particulier chez les juristes, peut être du fait de la technicité des domaines dans lesquels elles interviennent, ou tout simplement du fait que la régulation reste un concept importé que le législateur marocain a quelque peu boudé.

Pourtant, l'apparition de ces instances, nées de l'échec du modèle d'organisation économique construite autour de monopoles de l'Etat et qui a conduit à la libéralisation d'un certain nombre de secteurs, a de quoi ébranler les certitudes du juriste, tout au moins de tradition latine.

Dans ce numéro

Editorial/ Pr. Rabha Zeidguy", pp 1-2

Partie I : atelier introductif

1. Rapport de synthèse de la Conférence introductive du Pr. Rabha Zeidguy, rapport établi par Mme Chanaz Essaqli/, pp 5-8
2. A. Rapport de synthèse de la Conférence introductive du Pr. Rabha Zeidguy, rapport établi par Mme Chanaz Essaqli (version arabe), pp 10-12

Partie II : Etudes

3. Régulation des services publics (Aperçu du cas du transport urbain)/ Abdelouahad. Ourzik, pp 14-17
4. La « Main invisible » vs Régulation/ Khalid BEN OSMANE, pp 18-20

Partie II : Document de synthèse

5. وثيقة تركيبية: مؤسسات وهيئات التقنين والحكامة الجيدة، تأليفها واختصاصاتها/ إعداد: المرصد المغربي للإدارة العمومية ص 22-28

Partie IV : veille juridique : les chroniques

6. متابعات قانونية وإدارية بالمغرب/فاتن الشواطي ص 30-40
7. متابعات قضائية بالمغرب وبفرنسا/حنان الصالحي ص 41- 46
8. متابعات حول مستجدات القانون الأوروبي/ سارة النصري ص47-52

Qualifiées par la doctrine la plus autorisée d'«oxymore », d' « objet juridique non identifié (OJNI), de « bizarrerie juridique », les instances de régulation mettent à l'épreuve le sens de la logique si cher au juriste, car tout en étant l'émanation de l'Etat, elles sont indépendantes, bien plus, au Maroc, cette indépendance qui constitue l'ADN de tout régulateur, est garantie par la Constitution et confirmée par la Cour Constitutionnelle. C'est dire que tout en étant des autorités administratives, elles échappent à toute tutelle hiérarchique.

En outre, celles d'entre elles qui disposent du pouvoir de prendre des règlements dans le domaine de leur compétence, heurtent de front les dispositions constitutionnelles qui octroient ce pouvoir au Chef du gouvernement qui peut déléguer certains de ses pouvoirs aux ministres.

Une autre caractéristique de ces instances est qu'elles disposent d'un pouvoir quasi législatif en établissant les normes applicables aux opérateurs qu'elles régulent, d'un pouvoir quasi exécutif, en veillant au respect des normes précitées par les personnes et organismes qui relèvent de leur périmètre d'action (contrôle sur place et sur pièces) et d'un pouvoir quasi judiciaire, car elles disposent d'un pouvoir de sanction à caractère administratif et, pour certaines, d'un pouvoir de sanction pécuniaire.

Ce cumul des pouvoirs est dicté par la spécificité des marchés régulés notamment en termes de risque systémique qui exige une grande réactivité des régulateurs, une proximité avec les opérateurs et une certaine technicité, qui font qu'en matière de régulation, les voies classiques de l'action judiciaire s'avèrent inopérantes, car trop lentes.

Bien entendu, tant le législateur que les instances de régulation elles-mêmes, s'efforcent de limiter les effets néfastes de ces entorses au droit classique en mettant des gardes fou comme la collégialité, les incompatibilités, la séparation organique entre ceux qui instruisent les dossiers et ceux qui édictent les sanctions, la mise en place de procédures de sanction transparentes, respectueuses de la présomption d'innocence et du principe du contradictoire. De plus les différents régulateurs sont soumis au principe de la reddition des comptes et leurs décisions sont susceptibles de recours devant les tribunaux administratifs.

Ce bref descriptif des principales caractéristiques des instances de régulation montre à quel point elles représentent un sujet d'étude original et stimulant pour qui aime le droit et ses nuances.

I. Atelier introductif

A. Rapport de synthèse de la Conférence introductive du Pr. Rabha Zeidguy, rapport établi par Mme Chanaz Essaqli.

Chanaz Essaqli
Chef de division au SGG

Atelier de réflexion sur les instances de régulation économique et financière : note de synthèse

Dans le cadre de la préparation du n° 23 du Bulletin de l'OMAP dont le thème porte sur « les instances de régulation », l'OMAP a organisé, le 9 avril 2021, un atelier introductif à la thématique en question. L'atelier fut organisé par visioconférence et a réuni quelques membres de l'association autour du Professeur Brahim Zyani, président de l'OMAP qui en a assuré la coordination.

Au début des travaux, M. Zyani a souhaité la bienvenue au professeure Rabha Zeidguy, l'a remerciée d'avoir accepté d'introduire le débat de cet atelier en prélude à la sortie du 23ème n° du Bulletin de l'OMAP. Il a ensuite donné un bref aperçu du parcours professionnel de Mme Zeidguy en soulignant notamment qu'elle a le double mérite d'avoir été l'un des membres fondateur du Conseil déontologique des valeurs mobilières (CDVM), aujourd'hui Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC), dont elle a également été administrateur et exercé, en tant que membre du Conseil supérieur de la Communication audiovisuelle de la HACA. Il a également rappelé que Mme Zeidguy enseigne le Droit des marchés des capitaux en master d'ingénierie financière à l'Université Mundiapolis de Casablanca et le Droit de la régulation à l'Université Mohamed VI Polytechnique.

La parole fut ensuite donnée au professeure Rabha Zeidguy, qui a tenu à préciser d'entrée de jeu qu'elle va traiter les instances de la régulation économique et financière.

L'intervention de Mme Zeidguy s'est articulée autour de quatre axes dont le premier a été consacré à une clarification des concepts, le deuxième à la nécessité de la régulation économique et financière, le troisième à la genèse de la régulation et le quatrième aux problématiques du cumul et de l'indépendance des instances de régulation.

Concernant la clarification des concepts, l'intervenante est partie de l'étymologie du terme « régulation » et l'a comparé à la notion voisine de règlementation pour montrer la difficulté de cerner un concept « importé » du droit anglo-saxon pour lequel il n'existe pas de consensus en doctrine quant à sa définition, alors pourtant qu'il constitue le socle autour duquel s'est construit un droit nouveau : la soft law. Elle a également dressé le parallèle entre régulation économique et régulation financière.

S'interrogeant sur la finalité de la régulation économique et financière, professeure Zeidguy a expliqué que le besoin de régulation est né de la conjonction de trois facteurs : l'échec du modèle d'organisation économique construite autour de monopoles de l'Etat, la mondialisation avec la globalisation des échanges et l'interdépendance économique des pays et la révolution numérique favorisant la naissance de marchés virtuels.

Elle a ensuite insisté sur le lien étroit entre la notion de régulation et celles d'économie de marché et de monopole, pour dire que la régulation est intervenue pour accompagner la libéralisation des économies et corriger les dysfonctionnements du marché par un encadrement institutionnel de ses principaux acteurs.

S'intéressant à la genèse de la régulation, Mme Zeidguy a rappelé que cette notion est apparue aux Etats-Unis dès la fin du XIXème siècle avec les « independant agencies », puis plus tard au Royaume Uni avec Les « Executive non departemental bodies ». Elle a expliqué que ces autorités de régulation se sont développées tout au long du 20ème siècle et ont connu une impulsion nouvelle à la faveur des politiques économiques néolibérales et du nouveau concept de « New public management » dans les années 1980 (gouvernements Thatcher et Reagan).

Elle a ensuite expliqué que l'apparition de ces autorités dans les pays de l'Union Européenne est liée aux Directives de libéralisation des industries de réseau.

L'intervenante a ensuite rappelé le contexte d'apparition des premières instances de régulation dans le paysage institutionnel marocain, au début des années 1990, en insistant sur les politiques de libéralisation de certains secteurs économiques notamment à travers un large mouvement de privatisations. Ce qui a donné naissance à un certain nombre d'instances de régulations à caractère économique, comme le CDVM, l'ANRT, le Conseil de la concurrence, l'ANP et plus tard l'ACAPS et l'ANRE.

Abordant la délicate question du cumul des pouvoirs normatifs et contentieux par les autorités de régulation, l'intervenante a précisé qu'il s'agit en fait d'une anomalie constitutionnelle, car ces autorités exercent à la fois un pouvoir quasi législatif, quasi exécutif et quasi judiciaire, puisqu'elles édictent des normes dans leur domaine de compétences, veillent à travers leur pouvoir d'inspection et d'enquête à la bonne application des ces normes par les opérateurs et sanctionnent les manquements à ces règles.

Elle a ajouté que l'une des originalités de la régulation réside dans le fait qu'elle arrive à justifier ce cumul, par la spécificité des marchés, notamment financiers, qui nécessitent une grande réactivité à cause du risque systémique qui les caractérise et de leur technicité.

De fait, le législateur répond à cette anomalie en prévoyant un certain nombre de garde fous tels que la séparation organique interne entre les organes qui instruisent les dossiers portant sur les dysfonctionnements et ceux qui prennent les sanctions. Il en est ainsi pour l'AMMC avec la mise en place d'un Collège des sanctions, organe indépendant du Président et du Conseil d'administration. Il en va de même pour l'ACAPS aves la Commission de discipline, de l'ANRE avec le Comité de règlement des différends et de l'ANRT avec le Comité des infractions.

Mme Zeidguy a également cité parmi ces garde fous, le principe de la collégialité, les incompatibilités pour les membres de ces instances, le plafonnement des sanctions, le respect des droits de la défense et de la règle du contradictoire et la possibilité de recours devant une instance judiciaire.

S'agissant de l'indépendance organique des instances de régulation, professeure Zeidguy a rappelé qu'il s'agit d'un principe constitutionnel énoncé à l'article 159 de la Constitution du 29 juillet 2011. Elle a précisé que ce principe a été confirmé par la Cour constitutionnelle et que le législateur l'exprime notamment à travers le positionnement institutionnel des autorités de régulation, leur caractère collégial, la variété de leur source de nomination, la compétence et l'intégrité des membres de leurs organes décisionnels etc…

S'interrogeant sur l'indépendance fonctionnelle des instances de régulation, l'intervenante a insisté sur leur indépendance juridique, puisqu'elles bénéficient d'un régime dérogatoire aux articles 89 et 90 al. 1er de la Constitution. Elle s'est ensuite attardée sur leur indépendance par rapport au pouvoir exécutif pour dire que ces instances se caractérisent par l'absence de toute tutelle hiérarchique par rapport au gouvernement et que la jurisprudence de la Cour Constitutionnelle est très claire à cet égard. Toutefois, la question de l'indépendance des instances de régulation sous forme d'établissement public, comme l'ANRT, reste posée.

Quant à l'indépendance par rapport au pouvoir judiciaire les instances de régulation calquent leurs procédures contentieuses sur celles du juge.

Pour ce qui est de l'indépendance par rapport au parlement, celle-ci est importante car souvent, il intervient dans la nomination des membres des instances de régulation et certaines d'entre elles comme BAM et la HACA présentent leur rapport annuel devant lui. Cette indépendance est confirmée par la Cour Constitutionnelle.

Professeure Zeidguy a insisté sur la nécessité de l'indépendance des régulateurs par rapport aux opérateurs régulés afin d'éviter le risque de capture, notamment par les opérateurs historiques. Elle a ajouté

que l'autonomie de gestion administrative et financière constitue un critère important d'indépendance des autorités de régulation.

Pour clore son intervention, Mme Zeidguy a rappelé que les autorités de régulation n'échappaient pas au contrôle démocratique de leur action. Cette reddition des comptes revêt plusieurs formes et peut varier selon les régulateurs : rapport au Chef de l'Etat, au Parlement, responsabilité devant le juge administratif, contrôle de la Cour des comptes, audits externes…

B.Rapport de synthèse de la Conférence introductive du Pr. Rabha Zeidguy, rapport établi par Mme Chanaz Essaqli. (version arabe)

شناز الصقلي
رئيسة قسم بالامانة العامة للحكومة

تقرير تركيبي
تفكير حول هيئات الضبط الاقتصادي والمالي: مذكرة تركيبية

في إطار التحضير للعدد 23 من مجلة المرصد المغربي للإدارة العمومية، حول موضوع "هيئات الضبط"، قام المرصد، يوم 9 أبريل 2021، بتنظيم ورشة تمهيدية للموضوع المذكور عن بعد بمشاركة بعض أعضاء الجمعية من ضمنهم الأستاذ إبراهيم الزياني رئيس المرصد المغربي للإدارة العمومية بصفته منسقا.

في مستهل أشغال الورشة، رحب السيد الزياني بالأستاذة رابحة زدكي وشكرها على قبولها افتتاح النقاش لهذه الورشة تمهيدا لصدور العدد 23 من مجلة المرصد المغربي للإدارة العمومية.

بعد ذلك أعطى لمحة عن المسار المهني للسيدة زدكي مبرزا أنها كانت ضمن الأعضاء المؤسسين لمجلس القيم المنقولة الذي أصبح اليوم يحمل اسم "الهيئة المغربية لسوق الرساميل" التي كانت آنذاك تشغل بها منصب متصرفة بالإضافة لكونها عضوا بالهيئة العليا للاتصال السمعي البصري.

وزيادة عن هذه المهام ذكر السيد الزياني أن الأستاذة زدكي تتولى مهام التدريس في مادة قانون أسواق الرساميل بماستر الهندسة المالية بجامعة موندیابولیس بالدار البيضاء وقانون الضبط بالجامعة المتعددة التخصصات محمد السادس.

بعد ذلك أعطيت الكلمة للأستاذة رابحة زدكي التي أوضحت أن مداخلتها ستتمحور حول هيئات الضبط الاقتصادي والمالي.

كلمة السيدة زدكي تضمنت أربعة محاور استهلتها بتوضيح بعض المفاهيم، ثم خصصت المحور الثاني للحديث عن ضرورة الضبط الاقتصادي والمالي أما ثالث المحاور فتناول نشأة الضبط في حين تطرق المحور الرابع إلى إشكالية التراكم واستقلالية هيئات الضبط.

ففيما يتعلق بتوضيح المفاهيم، انطلقت المتحدثة من أصل مصطلح "ضبط" وقارنته بمفهوم قريب ألا وهو "التنظيم" لتخلص إلى صعوبة الإحاطة بمفهوم "مستورد" من القانون الأنغلوساكسوني الذي لم يحظ بأي إجماع فيما يتعلق بتعريفه في حين أنه يشكل الأساس الذي قام عليه قانون جديد يتجلى في "القانون المرن"، كما أقامت الأستاذة زدكي مقارنة بين الضبط الاقتصادي والضبط المالي.

وجوابا على سؤال الغاية من الضبط الاقتصادي والمالي، أوضحت الأستاذة زدكي أن الحاجة إلى الضبط ظهرت مع تظافر ثلاثة عوامل تتمثل في فشل نموذج النظام الاقتصادي القائم على احتكار الدولة وعولمة

المبادلات وترابط اقتصادات البلدان ثم الثورة الرقمية التي أدت إلى ظهور أسواق افتراضية.

بعد ذلك ركزت الأستاذة على العلاقة الوطيدة بين مفهوم الضبط ومفهومي اقتصاد السوق والاحتكار لتخلص إلى أن الضبط جاء ليواكب تحرير الاقتصادات وترميم أعطاب السوق من خلال تأطير مؤسساتي للفاعلين الرئيسيين.

أما فيما يتعلق بنشأة الضبط، فذكرت السيدة زدكي بأن هذا المفهوم ظهر في الولايات المتحدة منذ نهاية القرن التاسع عشر مع ظهور "الوكالات المستقلة" وبعدها في المملكة المتحدة من خلال "الهيئات التنفيذية غير الإدارية". وأوضحت أن هيئات الضبط المذكورة تطورت على مدى القرن العشرين وشهدت نموا جديدا مع السياسات الاقتصادية الليبرالية الجديدة والمفهوم الحديث "للتدبير العام الجديد" في سنوات الثمانينات (حكومات تاتشر وريغان).

وبعد ذلك، أوضحت أن ظهور هذه الهيئات في بلدان الاتحاد الأوربي ارتبط بتوجهات تحرير الصناعات. ثم ذكرت المتدخلة بسياق ظهور أولى هيئات الضبط في المشهد المؤسساتي المغربي مع مطلع التسعينات وركزت على سياسات تحرير بعض القطاعات الاقتصادية ولاسيما من خلال حركة خوصصة واسعة وهو ما أدى إلى إنشاء عدد من هيئات ضبط ذات طابع اقتصادي على غرار مجلس القيم المنقولة والوكالة الوطنية لتقنين الاتصالات والمجلس الاقتصادي والاجتماعي والوكالة الوطنية للموانئ ثم بعد ذلك هيئة مراقبة التأمينات والاحتياط الاجتماعي والهيئة الوطنية لضبط الكهرباء.

وعند التطرق إلى مسألة الجمع بين السلط المعيارية والتحكيمية من طرف هيئات الضبط، قالت المتدخلة إن الأمر يتعلق فعلا بإشكال دستوري لأن الهيئات المذكورة تمارس في نفس الوقت، سلطة شبه تشريعية وشبه تنفيذية وشبه قضائية حيث إنها تضع معايير في مجال اختصاصاها وتسهر على حسن تطبيق الفاعلين لهذه المعايير من خلال ما تتمتع به من سلطة المراقبة والتحقق كما أنها تقوم بمعاقبة كل إخلال بهذه القواعد.

وأضافت الأستاذة زدكي أن من ضمن ما ينفرد به الضبط يكمن في قدرته على تبرير الجمع بين السلط بخصوصية الأسواق لاسيما المالية منها، التي تحتاج إلى قابلية ردة فعل كبيرة بسبب ما يطبعها من مجازفة نسقية ولطبيعتها التقنية.

لذلك، فإن المشرع في إطار التصدي لهذا الخلل، يقوم بوضع مجموعة من الحواجز مثل الفصل التنظيمي الداخلي بين الهيئات المكلفة ببحث الملفات المتعلقة بالاختلالات الوظيفية وبين الهيئات التحكيمية كما هو الشأن بالنسبة للهيئة المغربية لسوق الرساميل مع إحداث هيئة للعقوبات بمثابة جهاز مستقل عن الرئيس وعن مجلس الإدارة. وهو نفس الشيء بالنسبة لهيئة مراقبة التأمينات والاحتياط الاجتماعي مع اللجنة التأديبية وللهيئة الوطنية لضبط الكهرباء مع لجنة تسوية النزاعات

وأوردت السيدة زدكي من بين هذه الحواجز كذلك مبدأ السلطة الجماعية وحالات التنافي بالنسبة لأعضاء هذه الهيئات وتسقيف العقوبات واحترام حقوق الدفاع وحضور الأطراف وكذا إمكانية الطعن أمام هيئة قضائية.

وفيما يتصل باستقلالية أجهزة هيئات الضبط، ذكرت الأستاذة زدكي بأن الأمر يتعلق بمبدإ دستوري تم التنصيص عليه في الفصل 159 من دستور 29 يوليو 2011. وأوضحت أنه تم تأكيد هذا المبدإ من طرف المحكمة الدستورية وأن المشرع عبر عن ذلك ولاسيما من خلال تموقع هذه الهيئات المؤسساتي وطابعها الجماعي وتنوع مصدر تسمياتها وكفاءة ونزاهة أعضاء أجهزتها التقريرية.....

وعند تساؤلها عن الاستقلال الوظيفي لهيئات الضبط، ركزت المتدخلة على استقلالها القانوني حيث إنها تتمتع بنظام استثنائي من الفقرة الأولى من الفصلين 89 و90 من الدستور. بعد ذلك توقفت عند استقلالية هيئات الضبط تجاه السلطة التنفيذية حيث بينت أنها تتميز بغياب أية وصاية عليها من طرف الحكومة وأن اجتهاد المحكمة الدستورية في هذا الصدد في غاية الوضوح. ومع ذلك يبقى التساؤل مطروحا حول استقلالية هيئات الضبط على شكل مؤسسات عمومية.

أما بالنسبة للاستقلالية عن السلطة القضائية فإن هيئات الضبط تستنسخ مساطرها من مساطر القضاء.

وفيما يتعلق بالاستقلالية إزاء البرلمان فهي تكتسي أهمية لكون المؤسسة التشريعية تتدخل أحيانا في تعيين أعضاء هيئات الضبط وبعض هذه الهيئات يقدم تقريره السنوي أمامه كما هو الشأن بالنسبة لبنك المغرب والهيئة العليا للاتصال السمعي البصري. وهذه الاستقلالية تؤكدها المحكمة الدستورية.

الأستاذة زدكي أكدت على ضرورة استقلالية هيئات الضبط عن الفاعلين الخاضعين للضبط وذلك من أجل تفادي مخاطر المنع – ولاسيما من طرف الفاعلين التاريخيين. وأضافت أن الاستقلال الإداري والمالي يشكل معيارا مهما من معايير استقلالية هيئات الضبط.

وفي ختام مداخلتها ذكرت السيدة زدكي أن هيئات الضبط غير معفاة من المراقبة الديموقراطية لأعمالها، حيث إن تقديم الحساب يكتسي أشكالا متعددة ويختلف من هيئة ضبط لأخرى : تقرير يرفع إلى أعلى سلطة في البلاد أو إلى البرلمان أو المساءلة أمام القضاء الإداري أو الخضوع لرقابة المجلس الأعلى للحسابات أو لعمليات الافتحاص الخارجي.

II : Etudes

Pr Abdelouahad OURZIK
Vp Observatoire Marocain de l'Administration Publique

Régulation des services publics au Maroc (Cas du transport)

Activité vitale tant pour la mobilité des personnes que pour l'attractivité des territoires, la gestion du transport urbain et interurbain est aujourd'hui au cœur des problématiques du développement territorial. L'organisation du service public de transport est en effet, un facteur déterminant pour la mise en œuvre de toutes les politiques publiques, notamment celles de l'emploi, de l'éducation et de la santé.

Ce secteur stratégique qui fait, depuis bien longtemps, face à de nombreux défis, se caractérise par la multiplicité d'acteurs et d'opérateurs qui interviennent à différentes échelles du territoire national et local. L'un des premiers handicaps de cette activité est l'absence d'autorité de régulation en mesure d'établir le cadre de référence et les normes adaptées aux exigences d'un secteur dont l'évolution et les modes opératoires sont confrontés à de nombreuses contraintes, notamment le poids du secteur informel, la faible qualité du service de transport, le poids du facteur social en matière de tarification, l'impact sur l'environnement, les déficits en investissements, le besoin de sources soutenables de financement, etc.

L'objet de ce texte de réflexion est double : donner un bref aperçu des forces et des faiblesses du cadre législatif et institutionnel applicable au secteur du transport et tracer les perspectives de ses modes de gouvernance et de régulation. Nous entendons ici par « régulation », l'ensemble des mécanismes institutionnels et des règles permettant de maintenir le bon fonctionnement d'un système. La finalité d'un système de régulation étant celle d'aligner les objectifs des opérateurs publics et privés avec l'intérêt général de la collectivité[1].

Sur le plan étymologique la notion de « régulation » est très voisine de celle de « règlementation ». Ce concept emprunté au droit anglo-saxon « Soft Law), est appliqué sous des formes diverses et dans des secteurs où la régulation est nécessaire, notamment, l'énergie, les télécommunications, le marché financier mais également les transports.

I. Les acteurs de régulation nationale

Au Maroc, il n'existe pas encore d'autorité indépendante de régulation des transports et ce malgré l'essor important que connait ce domaine. Le constat qui se dégage de l'analyse de la législation en vigueur demeure, à l'évidence, le retard du secteur en matière d'encadrement normatif et de réglementation régissant l'organisation et la planification des transports tant à l'échelon national qu'au niveau régional et local. En

1 La régulation est définie par le dictionnaire Larousse de façon générale comme un « Processus complexe par lequel un système économique et social parvient à se reproduire dans le temps en conservant l'essentiel de ses caractéristiques structurelles ».

effet, bien que considéré par les pouvoirs publics comme étant une composante stratégique des politiques publiques, le transport et la mobilité ne procèdent pas encore d'une approche globale et intégrée.

Rappelons à cet égard que le ministère en charge du transport, avait préconisé dès 2008, l'élaboration d'un Schéma Directeur National du Transport Routier (SDNTR) (2020-2035). Cette initiative n'a pas été concluante en raison, d'une part, de son approche sectorielle limitée au transport de longue distance des voyageurs et des marchandises et, d'autre part, à la faiblesse des mécanismes de coordination au niveau interministériel. Hormis cette initiative le cadre de référence à portée nationale régissant le secteur des transports demeure à ce jour, régis par une législation ancienne[2] et peu adaptée aux exigences du secteur.

L'entrée en vigueur depuis 2015 du dispositif prévu par l'article 112 de la Loi Organique 113-14, relative aux communes, accorde des pouvoirs spéciaux au ministre de l'Intérieur. Ce dernier peut, en vertu de ce dispositif, prendre par arrêté, « toutes les mesures nécessaires au bon fonctionnement des services publics communaux ». Ces mesures comportent une première catégorie que l'on peut assimiler aux actes de régulation ; il s'agit de la coordination, au niveau national, des plans de développement des services publics communaux en matière de tarification des prestations des services publics communaux ; l'établissement de normes et de règlements communs pour les services publics locaux ou les prestations qu'ils présentent ; l'organisation du transport et de la circulation en milieu urbain et la médiation pour le règlement des différends entre les intervenants.

La deuxième catégorie de mesures que le ministre de l'intérieur peut prendre consiste dans l'établissement d'indicateurs permettant d'évaluer le niveau des prestations et de fixer les modalités de leur contrôle ; la fixation des modes de soutien aux communes et à leurs groupements pour l'amélioration de la qualité des services rendus par les services publics communaux ; l'assistance technique aux communes en matière de contrôle des services publics locaux dont la gestion est déléguée ; la collecte et la mise à disposition des données et d'informations nécessaires au suivi de la gestion des services publics communaux.

Le dispositif visé ci-dessus n'a, à ce jour pas été activé, même si dans la pratique, le ministère manifeste une forte présence auprès des communes au moyen de mécanismes multiples et variés. Parmi ces mécanismes, il importe de noter le rôle important que joue le Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain (FART).[3]

Le défi majeur consiste pour les autorités à répondre aux attentes des populations dans le contexte d'une urbanisation croissante et le développement, à côté des transports conventionnels, de nouvelles offres de services telles que le transport scolaire, le transport du personnel des entreprises et des administrations ainsi que le transport touristique. A cette évolution s'ajoute le développement envahissant du transport informel en zone urbaine, péri-urbaine et en milieu rural.

2 Cf, le Dahir n° 1.63.260 du 12 novembre 1963 relatif aux transports par véhicules automobiles sur route et ses textes d'application ; les lois relatives aux établissements et entreprises publiques nationales de transport (ONCF, SNTL).

3 Fonds créé dans le cadre de la loi de finances 2007 dont le ministre de l'Intérieur est ordonnateur pour les opérations se rapportent au transport urbain par autobus, au transport par taxi de première et deuxième catégorie, au tramway et par tout moyen de transport collectif urbain quel qu'en soit la nature. Pour les opérations se rapportant au transport de marchandises pour compte d'autrui, au transport de voyageurs par autocars et au transport mixte, c'est le ministre chargé du transport qui en est l'ordonnateur.

II. Acteurs de régulation régionale et locale

Outre les prérogatives dévolues aux services déconcentrés de l'Etat, au niveau territorial, la mission d'organisation des services publics de transport est répartie, entre les trois échelons territoriaux de la manière suivante :

- Les régions sont investies des missions d'organisation et de planification du transport non urbain dans la limite du territoire de leur ressort,
- Les préfectures et les provinces sont chargées du transport scolaire,
- Les communes ou leurs groupements sont chargés de la planification et de la gestion des services publics du transport urbain au niveau communal et intercommunal.
- Le contrôle des transports des petits et grands taxis relève de l'autorité des gouverneurs en coordination avec les services déconcentrés de l'autorité gouvernementale chargée des transports.

Le cadre normatif de l'action communale en matière de transport est défini en référence au Plan de Déplacement Urbain, au Schéma Directeur d'Aménagement Urbain (SDAU)[4] et au Schéma Régional d'Aménagement du Territoire SRAT).

La répartition des rôles visée ci-dessus, ne reflète pas la grande complexité que connait le secteur. L'offre des services de transport s'adresse, de plus en plus, à des bassins de population dont les périmètres évoluent au grè de l'expansion urbaine. Au sein de ces périmètres, l'intermodalité des infrastructures et la gestion des réseaux de transport appellent une approche intégrée qui doit placer le citoyen/usager au centre de ses préoccupations.

Les constats les plus récurrents à cet égard, mettent l'accent sur :

- La faible capacité des acteurs publics à coordonner leurs actions, à concevoir et à mettre en œuvre des plans intégrés de transport et de mobilité tant au niveau national qu'à l'échelon territorial, pour réaliser les missions qui leurs sont dévolues ;
- La lenteur dans la mise en place des autorités organisatrices de transport (ECI)[5] dotées de ressources pérennes et de moyens d'action ;
- L'absence, d'initiatives significatives, prises par les régions dans l'exercice de leurs compétences en matière de planification et d'organisation du transport non urbain. Compétences qui leur ont pourtant été expressément dévolues par la loi organique 111-14 (2015).
- Les faibles ressources accordées aux provinces et préfecture pour l'exercice de leur mission en matière d'offre de transport scolaire.

III. Les avantages d'un système efficace de régulation

4 Cf, L'Article 4 de la Loi 12-90 relative à l'urbanisme dispose que la définition ''des principes d'organisation des transports'', parmi les éléments constitutifs du Schéma Directeur d'Aménagement Urbain (SDAU).

5 Etablissements de Coopération Intercommunale. Dotés de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière, ces établissements sont créés à l'initiative des conseils communaux. Les groupements de collectivités territoriales constituent également une autre forme d'intercommunalité mixte pouvant associer dans un même tour de table la région, les préfectures et provinces et les communes pour la réalisation d'un projet commun ou la gestion d'un service public.

Au Maroc, comme dans de nombreux pays en développement, l'inefficacité des services de transport constitue l'un des principaux obstacles au développement socio-économique et à l'intégration sociale. La réalisation de la croissance économique et la réduction de la pauvreté sont en effet conditionnées par l'accès des populations aux marchés et à l'emploi. De même, la qualité de vie des citoyens dépend de la qualité de l'accès physique aux services de santé, au logement à l'éducation et aux loisirs. Ce sont autant de conditions qui dépendent étroitement de la qualité et de l'efficacité des systèmes de transport et de leurs modes de gestion et de régulation.

L'objectif assigné à la régulation est de garantir la cohérence d'ensemble de l'offre actuelle de transport au moyen de mécanismes institutionnels et de règles permettant de maintenir le bon fonctionnement d'un système où les rapports de partenariat entre donneurs d'ordre publics et opérateurs privés reposent sur la confiance et le respect mutuel des obligations.

Les attributs d'un système de régulation sont multiples : approche multiniveaux et intersectorielle des initiatives, planification coordonnée, coordination multimodale et intermodale, un système d'information centralisé, la sécurité, la préservation de l'environnement, la maitrise des coûts et de la tarification, la qualité de service, etc.

Un système efficace de régulation permet d'établir les bases d'une concurrence loyale et sans discrimination entre les modes de transport et entre les entreprises, et l'harmonisation au niveau national et local de leurs conditions d'exploitation.

La régulation a par ailleurs pour finalité de lutter contre l'économie de rente et le secteur informel.

La régulation favorise également la complémentarité et la coopération en matière d'aménagement et de choix d'infrastructures, de terminaux d'échanges et de lieux de correspondances.

IV. Pistes de réformes

Ce bref panorama du rôle des acteurs et de leurs limites en matière de régulation d'un secteur aussi stratégique que le transport urbain permet de mettre en évidence les principaux axes de réformes sur lesquels il conviendrait de mettre l'accent. Il s'agit notamment de proposer un modèle de régulation dans le cadre d'une loi-cadre d'organisation des transports, prenant appui sur les orientations du Nouveau Modèle de Développement entrevu par le Royaume ;

Cette loi-cadre devrait, en particulier, permettre de:

- lever les dysfonctionnements qui constituent actuellement une barrière à l'entrée des investisseurs privés et à l'essor d'un entreprenariat national dans le domaine ;
- mettre l'accent sur les avantages économiques et sociaux que la collectivité et l'usager peuvent tirer de la mise en place d'un système de régulation efficient adapté aux défis actuels et futurs du transport dans les agglomérations marocaines.
- la création d'une autorité de régulation des transports dotée de larges prérogatives et de l'autonomie administrative et financière.

Khalid Benosmane
économiste expert en gestion publique

La « Main invisible » vs Régulation

Commençons par une petite histoire de la pensée et des faits économiques. S'appuyant sur le raisonnement dialectique, la théorie économique a bien montré les aléas du recul et de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Ainsi, à titre d'illustration qui peut être jugée réductrice, on a vu se succéder dans le « monde occidental » le flux et le reflux de chacune des thèses en réaction des limites de chacune d'elles.

A l'origine, le courant libéral ou classique, qui prône le libéralisme économique et l'abstention de l'Etat dans l'économie a affirmé pendant longtemps qu'il faut promouvoir le laisser-faire et laisser les marchés s'auto-réguler par le biais de la « main invisible » chère à Adam SMITH.

Or, l'auto-régulation des marchés n'ayant toujours pas fonctionné, ce courant n'a pas résisté à la Grande Crise de 1929 qui a vu émerger avec force les défenseurs de l'intervention de l'Etat pour prévenir les crises. Ce courant a bien boosté les grandes politiques d'intervention économique qui vont s'en suivre et qui vont être à l'origine d'une croissance sans précédent des économies occidentales jusqu'au choc pétrolier de 1973 et la récession engendrée.

En dépit de la résurgence du néo libéralisme pendant les années 70, le rôle de l'Etat n'a pas cessé de se renforcer prenant un autre visage pour réguler l'économie et veiller au bon fonctionnement des mécanismes de l'économie du marché, surtout après la crise des « subprimes6 ». Les crises cycliques des années 80 et 90 ou de de 2007-2008 ont conforté le rôle de l'Etat dans l'économie et légitimé son intervention pour relancer les économies après des désordres financiers.

De surcroit, les déficiences du marché, l'existence des biens collectifs et l'aggravation des inégalités sociales nécessitent toujours l'intervention de l'Etat dans l'économie. Face à ces trois facteurs, les Etats ont développé des stratégies spécifiques : la stabilisation en cas de déficience du marché, l'allocation pour produire les biens collectifs et la redistribution pour atténuer les inégalités sociales.

Mais, s'il convient de reconnaître que l'intervention de l'Etat dans l'économie est plus qu'incontournable face aux déficiences et au fonctionnement non optimal du marché, encore faut-il qu'il doive intervenir en privilégiant l'efficacité économique et en évitant le gaspillage. Ce qui signifie qu'il doit se prémunir des entropies engendrées par tout système en régulant des secteurs à la fois stratégiques et sensibles en termes politiques et économiques.

- La régulation publique de l'économie
- L'autorégulation publique

1. La régulation publique de l'économie

[6] Prêt hypothécaire à haut risque, consenti pour une acquisition immobilière (souvent, le logement de l'emprunteur) à des personnes dont les ressources financières sont très faibles

En première analyse, la régulation publique de l'économie évoque la vision nouvelle de l'État consécutive au déclin de « l'État-providence » en faveur d'un « Etat régulateur » dont la fonction serait avant tout d'assurer la préservation des grands équilibres économiques et sociaux.

Par les normes qu'il doit édicter et par la régulation, il est obligé d'agir sur l'économie. Dans cet esprit, l'autorégulation des marchés a cédé le pas à la régulation publique de l'économie.

La régulation publique de l'économie intervient au niveau d'un secteur (politique sectorielle), ou de l'économie dans son ensemble à court terme (politique conjoncturelle) ou à long terme (politique structurelle)7. Ce type de régulation est mené généralement par des autorités administratives indépendantes d'obédience économique.

A l'instar d'autres pays, au Maroc, ce type de régulation est mené sur l'économie à plusieurs niveaux et par plusieurs institutions : principalement l'Autorité de la concurrence et l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux sur les pouvoirs de marché et Bank Al Maghrib en ce qui concerne les équilibres monétaires8. La politique de la concurrence vise à sanctionner les entreprises qui abusent de leur pouvoir de marché (abus de position dominante) ou qui cherchent à s'entendre pour limiter la concurrence entre elles (Cartel). Alors que la politique monétaire vise à piloter l'offre de crédit, contrôler la masse monétaire et par conséquent réguler l'activité économique du pays. Ce choix de mode opératoire s'inscrit dans la logique de la politique monétaire conventionnelle et libérale pratiquée au Maroc depuis le début des années 1990.

D'autres secteurs d'une grande importance sont couverts aussi progressivement, comme l'assurance (l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale), le marché des capitaux (l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux), les télécommunications (l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications), l'audiovisuel (la Haute Autorité de la communication Audiovisuelle), l'activité portuaire(l'agence Nationale des Ports), le secteur énergétique (l'Autorité Nationale de Régulation de l'Electricité)...

2. L'autorégulation publique.

D'un autre côté, la régulation politique est bien plus complexe. L'Etat inscrit sa présence dans les faits par la mise en place des institutions et des collectivités aussi bien au niveau central que territorial. C'est le propre des régimes « démocratiques » qui fonde son organisation sur la séparation des pouvoirs. Or, l'indépendance et la séparation des pouvoirs entre les grandes instances et les collectivités publiques demeure un idéal délicat à atteindre quand bien même la bonne volonté est à l'œuvre.

Ces pouvoirs sont par ailleurs influencés par des contre-pouvoirs (associatifs, syndicats professionnels, lobbies, presses, opinion publique, etc.).

La régulation politique est en fait une autorégulation publique garantie par la constitution qui segmente les pouvoirs afin de prémunir les droits des parties d'une part et les droits et libertés des citoyens d'autre part. Dans ce sens, la Constitution de 2011 invoque la mise en place d'institutions de régulation qu'elle traite sous le titre d'« institutions de protection des droits et libertés et de bonne gouvernance». Ainsi, l'Etat fixe les grandes lignes de la séparation des pouvoirs définissant et répartissant les fonctions ou

[7] Wikipédia
https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9gulation_(%C3%A9conomie)

[8] Soutenue en cela par l'Office des Changes

missions et confie leur exercice « exclusif » à différentes institutions et collectivités, spécifiant les règles de leurs indépendances, les limites et les modalités de leurs interactions.

Ainsi, progressivement des instances décisionnelles ou de conseil aussi bien à caractère politique, juridictionnel, religieux ou social sont mises en place et consolidées afin de créer un état de droit. C'est dire le cas des instances, quelle que soit leur appellation, telles que le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), La Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP), ou l'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption. Mais le processus de régulation politique ne semble pas s'arrêter puisque certaines instances constitutionnelles tardent à voir le jour. C'est le cas de l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes formes de discrimination.

Le principal trait caractérisant ces instances réside dans leur indépendance vis-à-vis de l'exécutif. Cependant, le régime n'est pas uniforme puisque le degré d'indépendance varie d'une instance à une autre. Si la Banque centrale bénéficie d'un bon degré d'indépendance, l'agence Nationale des Ports est tout simplement placée sous le contrôle de l'Etat (érigée en établissement public), à l'instar des établissements publics classiques, tandis que la CNDP est « instituée » auprès du Chef du gouvernement. Quant aux organisations de protection des Droits de l'homme et des libertés, leur indépendance vis-à-vis du gouvernement est plus accentuée, puisqu'elles bénéficient de la « protection tutélaire » de S.M. le Roi.

Mais pour mieux servir la construction démocratique dans notre pays, les régulateurs y compris ceux de la protection des droits et libertés, doivent d'abord, pour une meilleure cohérence, s'inscrire dans le nouveau modèle de développement économique du pays et ensuite être soumis au contrôle des institutions politiques (parlement) et à celui des institutions judiciaires. Leur indépendance vis-à-vis de toute pression extérieure ne justifie pas l'absence de contrôle ; toute gestion dans un Etat de droit implique forcément reddition des comptes, tant en ce qui concerne l'accomplissement de la mission, qu'en ce qui concerne la gestion financière.

III.Document de synthese

وثيقة تركيبية: مؤسسات وهيئات التقنين والحكامة الجيدة، تأليفها واختصاصاتها

إعداد: المرصد المغربي للإدارة العمومية (يوليوز 2021)

الباب الثاني عشر: الحكامة الجيدة مؤسسات وهيئات حماية الحقوق والحريات والحكامة الجيدة والتنمية البشرية والمستدامة والديمقراطية التشاركية هيئات حماية حقوق الإنسان والنهوض بها

الفصل 161

المجلس الوطني لحقوق الإنسان مؤسسة وطنية تعددية ومستقلة، تتولى النظر في جميع القضايا المتعلقة بالدفاع عن حقوق الإنسان والحريات وحمايتها، وبضمان ممارستها الكاملة، والنهوض بها وبصيانة كرامة وحقوق وحريات المواطنات والمواطنين، أفرادا وجماعات، وذلك في نطاق الحرص التام على احترام المرجعيات الوطنية والكونية في هذا المجال.

الفصل 162

الوسيط مؤسسة وطنية مستقلة ومتخصصة، مهمتها الدفاع عن الحقوق في نطاق العلاقات بين الإدارة والمرتفقين، والإسهام في ترسيخ سيادة القانون، وإشاعة مبادئ العدل والإنصاف، وقيم التخليق والشفافية في تدبير الإدارات والمؤسسات العمومية والجماعات الترابية والهيئات التي تمارس صلاحيات السلطة العمومية.

الفصل 163

يتولى مجلس الجالية المغربية بالخارج، على الخصوص، إبداء آرائه حول توجهات السياسات العمومية التي تمكن المغاربة المقيمين بالخارج من تأمين الحفاظ على علاقات متينة مع هويتهم المغربية، وضمان حقوقهم وصيانة مصالحهم، وكذا المساهمة في التنمية البشرية والمستدامة في وطنهم المغرب وتقدمه.

الفصل 164

تسهر الهيأة المكلفة بالمناصفة ومحاربة جميع أشكال التمييز، المحدثة بموجب الفصل 19 من هذا الدستور، بصفة خاصة، على احترام الحقوق والحريات المنصوص عليها في الفصل المذكور، مع مراعاة الاختصاصات المسندة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان.

هيئات الحكامة الجيدة والتقنين

الفصل 165

تتولى الهيأة العليا للاتصال السمعي البصري السهر على احترام التعبير التعددي لتيارات الرأي والفكر، والحق في المعلومة في الميدان السمعي البصري، وذلك في إطار احترام القيم الحضارية الأساسية وقوانين المملكة.

الفصل 166

مجلس المنافسة هيأة مستقلة، مكلفة في إطار تنظيم منافسة حرة ومشروعة بضمان الشفافية والإنصاف في العلاقات الاقتصادية، خاصة من خلال تحليل وضبط وضعية المنافسة في الأسواق، ومراقبة الممارسات المنافية لها والممارسات التجارية غير المشروعة وعمليات التركيز الاقتصادي والاحتكار.

الفصل 167

تتولى الهيأة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها، المحدثة بموجب الفصل 36، على الخصوص، مهام المبادرة والتنسيق والإشراف وضمان تتبع تنفيذ سياسات محاربة الفساد، وتلقي ونشر المعلومات في هذا المجال، والمساهمة في تخليق الحياة العامة، وترسيخ مبادئ الحكامة الجيدة، وثقافة المرفق العام، وقيم المواطنة المسؤولة.

الهيئة	تأليفها	اختصاصاتها
1) **الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات** *ظهير شريف رقم 1.19.08 بتنفيذ القانون رقم 121.12 القاضي بتغيير وتتميم القانون رقم 24.96 المتعلق بالبريد والمواصلات *ظهير شريف رقم 1.97.162 بتنفيذ القانون رقم 24.96 المتعلق بالبريد والمواصلات	تحدث لدى الوزير الأول مؤسسة عامة تحت اسم "الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات" تتمتع بالشخصية المعنوية وبالاستقلال المالي تخضع الوكالة لوصاية الدولة ويكون الغرض من هذه الوصاية ضمان تقيد الأجهزة المختصة للوكالة بأحكام هذا القانون وخاصة كل ما يتعلق بالمهام المسندة إليها. تخضع الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات للمراقبة المالية طبقا للتشريع الجاري به العمل تتألف أجهزة الإدارة والتدبير للوكالة الوطنية لتقنين المواصلات من مجلس ادارة ولجنة تدبير ولجنة مخالفات ومدير 1. مجلس الإدارة: يتألف بالإضافة إلى رئيسه، من ممثلي الدولة ومن شخصيات يتم اختيارها من القطاع العام والقطاع الخاص لمدة خمس سنوات. 2. 3. لجنة تدبير: تساعد مجلس الإدارة في المسائل التي حصلت بشأنها على تفويض من المجلس المذكور، وخاصة تلك المتعلقة بالبث في نزاعات الربط البيني. 4. يتم تعيين أعضاء لجنة التدبير من طرف مجلس الإدارة لمدة خمس سنوات قابلة للتجديد. 5. 6. لجنة المخالفات: تتولى البت، من خلال مداولاتها، في الوقائع التي يحيلها إليها المقرر العام يترأس لجنة المخالفات مدير الوكالة وتتألف من ثلاثة أعضاء، بينهم قاض يعين باقتراح من المجلس الأعلى للسلطة القضائية وشخصيتين يتم اختيارهما من القطاعين العام والخاص لكفاءتهما التقنية أو القانونية أو الاقتصادية في مجال المواصلات وتكنولوجيات الإعلام ولا تكون لهما أي مصلحة في قطاع المواصلات. يعين أعضاء لجنة المخالفات من قبل مجلس إدارة الوكالة لمدة خمس سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة. 7. 8. مدير الوكالة: يدير الوكالة مدير يعين طبقا للقوانين المعمول بها. ويتمتع بجميع السلط والاختصاصات اللازمة لتدبير شؤون الوكالة.	تقوم الوكالة بإعداد الدراسات والإجراءات التنظيمية المتعلقة بقطاع المواصلات وتتولى مراقبة تطبيق النصوص التنظيمية وتسهر كذلك على التقيد بالشروط العامة. ولهذا الغرض تتولى الوكالة على الخصوص: 1. إعداد الاقتراحات الرامية إلى تنظيم الإطار القانوني والاقتصادي والأمني الذي تمارس فيه أنشطة المواصلات 2. إعداد وتحيين نصوص دفاتر التحملات التي تحدد حقوق وواجبات متعهدي الشبكات العامة بتعاون مع المصالح الوزارية المعنية والجهات المسؤولة عن الأمن العام؛ 3. دراسة طلبات التراخيص، وإعداد ومتابعة إجراءات منح التراخيص بواسطة الإعلانات عن المنافسة، وكذلك بتسلم التصاريح المسبقة المتعلقة بأنشطة المواصلات المرتبطة بنظام التراخيص وبتسليم الأذون، وإعداد التراخيص ودفاتر التحملات المرتبطة بها والسهر على التقيد ببنود التراخيص الممنوحة لمختلف المتعهدين أو لأي متدخل آخر في القطاع؛ 4. اقتراح المواصفات والإجراءات التقنية للموافقة على المختبرات المكلفة بالتجارب والقياسات؛ 5. تحديد المواصفات التقنية والإدارية للموافقة على المعدات الطرفية والتجهيزات الراديو كهربائية وتحديد الضوابط التقنية أو المنهجية المطبقة على الشبكات كيفما كانت طبيعتها الممكن ربطها بالشبكات العامة للمواصلات وبكل شبكة للمواصلات مفتوحة للعموم. ولا يواجه الأغيار بهذه المواصفات والضوابط إلا بعد نشرها بالجريدة ال رسمية؛ 6. السهر على تفعيل النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بالخدمة الأساسية والتقيد بها؛ 7. المساهمة مع السلطة الحكومية المختصة في عضوية اللجنة الدائمة للمواصلات الراديو كهربائية؛ 8. القيام لحساب الدولة بتدبير ومراقبة استخدام طيف الترددات الراديو كهربائية؛ 9. القيام لحساب الدولة بالسهر على التقيد بالأنظمة الجاري بها العمل وببنود التراخيص والأذون والموافقات المسلمة في قطاع المواصلات؛ 10. متابعة تطوير تكنولوجيا الإعلام لحساب الدولة وإدارة المشاريع والبرامج التي تندرج في هذا الإطار بطلب من الحكومة؛ 11. اقتراح النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة باستعمال أسماء مجال الأنترنيت 12. تخصيص أسماء مجال الأنترنيت وتحديد كيفيات تدبيرها الإداري والتقني والتجاري وفق شروط الشفافية وعدم التفضيل وتمثيل أصحاب هذه العناوين لدى الهيئات الدولية الحكومية أو غير الحكومية المكلفة بتدبير أسماء مجال الأنترنيت على الصعيد الدولي؛ 13. تفعيل تدابير موضوعية وملائمة وشفافة وغير تمييزية في إطار الأحكام المنصوص عليها في هذا القانون تهدف إلى تسهيل إدخال خدمات جديدة وتشجيع تكيف أسواق المواصلات مع التطورات التكنولوجية؛ 14. السهر على احترام متعهدي الشبكات العامة للمواصلات ومقدمي خدمات المواصلات لحقوق المستعملين طبقا للأحكام التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل في هذا المجال؛ 15. اعتماد مكاتب الفحص

الهيئة	تأليفها	اختصاصاتها
2) **مجلس المنافسة** *ظهير شريف رقم 1.14.117 بتنفيذ القانون رقم 20.13 المتعلق بمجلس المنافسة *مرسوم رقم 2.15.109 بتطبيق القانون رقم 20.13 المتعلق بمجلس المنافسة	طبقا للفصل 166 من الدستور يعتبر مجلس المنافسة، المسمى بعده في هذا القانون ب "المجلس" هيأة مستقلة مكلفة في إطار تنظيم منافسة حرة ومشروعة بضمان الشفافية والانصاف في العلاقات الاقتصادية خاصة من خلال تحليل وضبط وضعية المنافسة في الاسواق ومراقبة الممارسات المنافية لها والممارسات التجارية غير المشروعة وعمليات الترميز الاقتصادي والاحتكار. يتمتع المجلس بالشخصية الاعتبارية والاستقلال المالي. يتألف المجلس من رئيس وأربعة نواب للرئيس وثمانية أعضاء مستشارين. ويضم المجلس، اضافة إلى الرئيس، الأعضاء من ذوي الاختصاص التالي بيانهم: 1. عضوان من القضاة نائبان للرئيس؛ 2. أربعة أعضاء يختارون بالنظر إلى كفاءتهم في الميدان الاقتصادي أو المنافسة، أحدهم نائب للرئيس؛ 3. عضوان يختاران بالنظر إلى كفاءتهما في المجال القانوني، أحدهما نائب للرئيس؛ 4. ثلاثة أعضاء يزاولون أو سبق لهم أن زاولوا نشاطهم في قطاعات الإنتاج أو التوزيع أو الخدمات؛ عضو واحد يختار بالنظر إلى كفاءته في ميدان حماية المستهلك.	اختصاصات المجلس: 1. إبداء آرائه بشأن طلبات الاستشارة كما هو منصوص عليها في هذا القانون والقانون المتعلق بحرية الأسعار والمنافسة وإصدار دراسات بشأن المناخ العام للمنافسة قطاعيا ووطنيا. 2. يمكن للمنشآت إحالة كل الممارسات المنافية لقواعد المنافسة على المجلس. 3. يجوز للإدارة ان تحيل على المجلس كل ممارسة منافية لقواعد المنافسة او كل فعل يمكن ان يدخل في حكم تلك الممارسات وكذا كل اخلال بالتعهدات المتخذة من لدن الاطراف في عملية تركيز اقتصادي في إطار تصدي الادارة لقرار متعلق بهذه العملية وفقا للقانون المتعلق بحرية الاسعار. 4. يمكن استشارة المجلس من طرف اللجن الدائمة للبرلمان في مقترحات القوانين وكذا في كل مسألة متعلقة بالمنافسة، وفق أحكام النظامين الداخليين لمجلسي البرلمان. 5. يمكن استشارة المجلس من طرف اللجن الدائمة للبرلمان في مقترحات القوانين وكذا في كل مسألة متعلقة بالمنافسة، وفق أحكام النظامين الداخليين لمجلسي البرلمان. 6. يمكن أن يستشار المجلس من طرف المحاكم في شأن الممارسات المنافية لقواعد المنافسة والمثارة في القضايا المعروضة عليها. 7. يستشار وجوبا من طرف الحكومة في مشاريع النصوص التشريعية أو التنظيمية 8. يستطلع رأي هيآت التقنين القطاعية المعنية بشأن كل مسألة منافسة متعلقة بقطاعات الأنشطة التي تتكفل بها، في ظرف أجل يحدده المجلس دون أن يقل هذا الأجل عن ثلاثين (30) يوما.
3) **الهيئة المغربية**	يحول مجلس القيم المنقولة، المؤسسة العامة المحدثة بموجب الظهير	اختصاصات الهيئة:

لسوق الرساميل * ظهير شريف رقم 1.13.21 صادر في فاتح جمادى الأولى 1434 (13 مارس 2013) بتنفيذ القانون رقم 43.12 المتعلق بالهيئة المغربية لسوق الرساميل	الشريف المعتبر بمثابة قانون رقم 1.93.212 الصادر في 4 ربيع الآخر 1414 (21 سبتمبر 1993) المتعلق بمجلس القيم المنقولة وبالمعلومات المطلوبة إلى الأشخاص المعنوية التي تدعو الجمهور إلى الاكتتاب في أسهمها أو سنداتها إلى شخص معنوي عمومي يتمتع بالاستقلال المالي يسمى "الهيئة المغربية لسوق الرساميل" يخضع لأحكام هذا القانون والنصوص المتخذة لتطبيقه.	تمارس الهيئة المغربية لسوق الرساميل اختصاصات المراقبة المسندة إليها وفق النصوص التشريعية المعمول بها إزاء الهيئات والأشخاص الخاضعين لمراقبتها والمشار إليهم في هذه المادة. كما تتأكد من احترامهم للأحكام التشريعية والتنظيمية المطبقة عليهم ولا سيما تلك المتعلقة بما يلي: 1. شركات البورصة والشركة المسيرة لبورصة القيم الخاضعة للظهير الشريف المعتبر بمثابة قانون رقم 1.93.211 بتاريخ 4 ربيع الآخر 1414 (21 سبتمبر 1993) المتعلق ببورصة القيم؛ 2. الهيئات المكلفة بالتوظيف الجماعي للقيم المنقولة ومؤسساتها المسيرة ومؤسساتها الوديعة الخاضعة للظهير الشريف المعتبر بمثابة قانون رقم 1.93.213 بتاريخ 4 ربيع الآخر 1414 (21 سبتمبر 1993) المتعلق بالهيئات المكلفة بالتوظيف الجماعي للقيم المنقولة؛ 3. الوديع المركزي وماسكو الحسابات والأشخاص المعنوية المصدرة الخاضعة للقانون رقم 35.96 المتعلق بإحداث وديع مركزي وتأسيس نظام عام لقيد بعض القيم في الحساب؛ 4. هيئات توظيف الأموال بالمجازفة وشركاتها المسيرة الخاضعة للقانون رقم 41.05؛ 5. صناديق التوظيف الجماعي للتسنيد ومؤسساتها للتدبير والإيداع الخاضعة للقانون رقم 33.06؛ 6. الأشخاص الذاتية أو المعنوية الخاضعة لأحكام القانون رقم 26.03 المتعلق بالعروض العمومية في سوق البورصة ؛
الهيئة	**تأليفها**	**اختصاصاتها**
		1. الأشخاص الذين يدعون الجمهور إلى الاكتتاب وفق مقتضيات القانون رقم 44.12 المذكور والقانون رقم 17.95 المتعلق بشركات المساهمة؛ 2. الأعضاء المكلفون بالتداول والأعضاء المكلفون بالمقاصة والأعضاء المكلفون بالتداول والمقاصة والشركة المسيرة وغرفة المقاصة الخاضعة للنصوص التشريعية المتعلقة بالسوق الآجلة للأدوات المالية؛ 3. عمليات الاستحفاظ الخاضعة للقانون رقم 24.01؛ 4. بعض سندات الديون القابلة للتداول الخاضعة للقانون رقم 35.94؛ 5. الأشخاص المؤهلين المشار إليهم في المادة 31 من هذا القانون وكذا الأشخاص الذين يساهمون بحكم أنشطتهم في إنجاز عمليات تتعلق بالأدوات المالية.
4) **الوكالة الوطنية للموانئ** *ظهير شريف رقم 1.11.145 بتنفيذ القانون رقم 20.10 بتغيير وتتميم القانون رقم 15.02 المتعلق بالموانئ وبإحداث الوكالة الوطنية للموانئ وشركة استغلال الموانئ *ظهير شريف رقم 1.05.146 بتنفيذ القانون رقم 15.02 المتعلق بالموانئ وبإحداث الوكالة الوطنية للموانئ وشركة استغلال الموانئ	تحدث مؤسسة عمومية تتمتع بالشخصية المعنوية وبالاستقلال المالي تسمى "الوكالة الوطنية للموانئ" ويشار اليها في هذا القانون بلفظة "الوكالة" يحدد مقر الوكالة بنص تنظيمي. تخضع الوكالة لوصاية الدولة التي يكون الغرض منها ضمان تقيد الاجهزة المختصة بهده الوكالة بأحكام هدا القانون وخصوصا ما يتعلق منها بالمهام المسندة اليها والسهر بوجه عام فيما يخصها على تطبيق النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بالمؤسسات العامة. تخضع الوكالة ايضا لمراقبة الدولة المالية التي تخضع لها المؤسسات العامة بموجب النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بالمؤسسات العامة. يدير الوكالة مجلس إدارة ويسيرها مدير. يتألف مجلس إدارة الوكالة، بالإضافة إلى رئيسه، من الأعضاء التالي ذكرهم: 1. ممثلين عن الإدارة؛ 2. رئيس جامعة غرف التجارة والصناعة والخدمات أو من ينوب عنه؛ 3. رئيس جامعة الغرف الفلاحية أو من ينوب عنه؛ 4. رئيس جامعة غرف الصيد البحري أو من ينوب عنه؛ 5. رئيس التجمع الأكثر تمثيلية للمقاولات بالمغرب؛ 6. أربع شخصيات يتم اختيارها من القطاعين العام والخاص بناء على كفاءتها التقنية والقانونية والاقتصادية والمهنية في المجال الميناءي؛ 7. ممثلين اثنين عن المنظمات النقابية الأكثر تمثيلية لمستخدمي الوكالة طبقا لأحكام الفقرة الثانية من المادة 425 من القانون رقم 65.99 المتعلق بمدونة الشغل.	تقوم الوكالة الوطنية للموانئ: 1. بتنمية وصيانة وعصرنة الموانئ لمعالجة السفن والسلع العابرة لها في أفضل الشروط من حيث التدبير والكلفة والأجل والسلامة؛ 2. السهر على الاستعمال الأفضل للآلة الميناءية؛ 3. السهر على احترام العمل بحرية المنافسة في استغلال الأنشطة الميناءية؛ 4. تحديد لائحة الأنشطة المزمع استغلالها وعدد الرخص والامتيازات المزمع منحها في كل ميناء وإعداد وتفعيل إجراءات منح الرخص والامتيازات المذكورة والسهر على التقيد ببنود تلك الرخص والامتيازات ودفاتر التحملات المرتبطة بها؛ 5. القيام بمراقبة تطبيق أحكام هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه؛ 6. السهر على احترام قواعد السلامة والاستغلال والتدبير المتعلقة بالموانئ المنصوص عليها في النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل؛ 7. تدبير الموانئ. 8. وتزاول، علاوة على ذلك، كل نشاط استغلال ميناءي لم يتم التمكن من إسناده إلى صاحب امتياز أو رخصة في أحد الموانئ؛ 9. ويمكن أيضا أن يعهد إلى الوكالة من قبل الدولة أو أشخاص معنوية خاضعة للقانون العام الإشراف المنتدب على الأشغال لأجل إنجاز بنيات تحتية ميناءية جديدة أو لأجل القيام بإصلاحات ضخمة لهذه البنيات التحتية، باسمها ولحسابها، وذلك وفق الشروط المحددة بمقتضى اتفاقية تنص بوضوح على موضوع المهمة المسندة إلى الوكالة ومداها وعلى حصة كل طرف في الاتفاقية المذكورة من التمويل.
الهيئة	**تأليفها**	**اختصاصاتها**
5) **هيئة مراقبة التأمينات والاحتياط الاجتماعي** *ظهير شريف رقم 1.14.10	تحدث تحت إسم "هيئة مراقبة التأمينات والاحتياط الاجتماعي"، المشار إليها بعده بالهيئة. وتعتبر شخصا اعتباريا من أشخاص القانون العام يتمتع بالاستقلال المالي. تتألف الهيئة من مجلس الهيئة ورئيس الهيئة: يتألف مجلس الهيئة من الاعضاء التالي بيانهم 1. رئيس الهيئة 2. ممثل عن الادارة 3. المدير العام لمجلس القيم المنقولة 4. ثلاثة اعضاء يتم تعيينهم بمرسوم لمدة أربع سنوات قابلة	تمارس الهيئة مراقبتها على الأشخاص الخاضعين للقانون العام أو الخاص، باستثناء الدولة، الذين يقومون بممارسة أو تدبير: 1. عمليات التأمين أو إعادة التأمين وكذا عرض هذه العمليات الخاضعة لأحكام القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات. 2. الإيرادات الخاضعة لأحكام: ▪ الظهير الشريف رقم 1.84.177 الصادر المعتبر بمثابة قانون المتعلق بتعويض المصابين في حوادث تسببت فيها عربات برية ذات محرك؛ ▪ الظهير الشريف رقم 1.60.223 المغير بمقتضاه من

بتنفيذ القانون رقم 64.12 القاضي بإحداث هيئة مراقبة التأمينات والاحتياط الاجتماعي	للتجديد مرة واحدة 5. قاض من محكمة النقض 6.	حيث الشكل الظهير الشريف الصادر في 25 من ذي الحجة 1345 (25 يونيو 1927) المتعلق بالتعويض عن حوادث الشغل؛ 3. عمليات التقاعد الخاضعة لأحكام: ▪ القانون رقم 011.71 المحدث بموجبه نظام لرواتب التقاعد المدنية ▪ القانون رقم 013.71 المحدث بموجبه نظام لرواتب التقاعد العسكري ▪ الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1.72.184 المتعلق بنظام الضمان الاجتماعي ▪ الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1.77.216 المتعلق بإحداث نظام جماعي لمنح رواتب التقاعد 4. التأمين الإجباري الأساسي عن المرض الخاضع لأحكام القانون رقم 65.00
6) **الهيئة الوطنية لضبط الكهرباء** *ظهير شريف رقم 1.16.60 بتنفيذ القانون رقم 48.15 المتعلق بضبط قطاع الكهرباء وإحداث الهيئة الوطنية لضبط الكهرباء	يحدث تحت اسم "الهيئة الوطنية لضبط الكهرباء" شخص اعتباري من اشخاص القانون العام يتمتع بالاستقلال المالي ويخضع لأحكام هذا القانون والنصوص المتخذة لتطبيقه. تتألف أجهزة الهيئة من: 1. المجلس 2. الرئيس 3. لجنة فض النزاعات	تتولى الهيئة: 1. السهر على ضمان حسن سير السوق الحرة للكهرباء وتتولى ضبط ولوج المنتجين الذاتيين الى الشبكة الكهربائية الوطنية للنقل. 2. المصادقة على المجالات وقواعد الاحتساب والمبادئ المحددة للعلاقات المالية بين الأنشطة المنفصلة محاسباتيا المشار اليها في المادة 53 ادناه. 3. المصادقة على مدونة الشبكة الكهربائية الوطنية للنقل 4. المصادقة على البرنامج متعدد السنوات لاستثمارات مسير الشبكة الكهربائية الوطنية للنقل وتتبع إنجازه. 5. المصادقة على قواعد وتعريفة الولوج الى الروابط الكهربائية 6. المصادقة على مؤشرات الجودة التي يحجب ان تستجيب لها الشبكة الكهربائية الوطنية للنقل 7. المصادقة على مدونتي حسن السلوك والسهر على احترامها 8. تحديد تعريفة استعمال الشبكة الكهربائية الوطنية للنقل 9. تحديد تعريفة استعمال الشبكة الكهربائية للتوزيع ذات الجهد المتوسط 10. ابداء الراي في شان مشروع دفتر التحملات الكهربائية الوطنية للنقل 11. ابداء الراي في طلبات الترخيص المؤقت وطلبات الترخيص بإنجاز خطوط مباشرة للنقل واستخدامها
الهيئة	**تأليفها**	**اختصاصاتها**
7) **الهيأة العليا للاتصال السمعي البصري** *ظهير شريف رقم 1.16.123 بتنفيذ القانون رقم 11.15 المتعلق بإعادة تنظيم الهيأة العليا للاتصال السمعي البصري	طبقا للفصول 25 و27 و28 و165 من الدستور، تعتبر الهيأة العليا للاتصال السمعي البصري مؤسسة دستورية مستقلة لتقنين وضبط مجال الاتصال السمعي البصري يشار اليها في هذا القانون باسم الهيأة "العليا" تتمتع الهيأة العليا بالشخصية الاعتبارية والاستقلال المالي. تتألف اجهزة الهيأة من: 1. "المجلس الأعلى" ويتألف من: - الرئيس وأربعة أعضاء يعينهم جلالة الملك - عضوان يعينهما رئيس الحكومة لمدة خمس سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة - عضوان يعينهما كل من رئيس مجلس النواب ورئيس مجلس المستشارين لمدة خمس سنوات قابلة لتجديد مرة واحدة. 2. "المديرية العامة"	تتولى الهيأة العليا للاتصال السمعي البصري: 1. السهر على احترام حرية الاتصال السمعي البصري وكذا حرية التعبير واحترامها 2. السهر على ضمان احترام حق المواطنين والمواطنات في الاعلام السمعي البصري 3. السهر على ضمان الحق في الخبر في الميدان السمعي البصري وفق التشريعات الجاري بها العمل ودفاتر التحملات. 4. السهر على إرساء مشهد بصري متنوع وتعددي ومتوازن ومتكامل يكرس الجودة والاستقلالية ويحترم مفهوم الخدمة العمومية والمرفق العام ويحترم قيم الكرامة الإنسانية ويناهض كافة اشكال التمييز والعنف ويضمن دعم الإنتاج الوطني وتنافسية مقاولاته خاصة المنقولات المتوسطة والصغيرة والصغيرة جدا 5. السهر على ضمان حيادية الشركات الوطنية للاتصال السمعي البصري في ممارسة مهامها بكل حرية كخدمة عمومية 6. السهر والعمل من اجل حماية وتنمية اللغتين الرسميتين للمملكة وضمان سلامة استعمال التعبيرات الشفوية المغربية وحماية الثقافة والحضارة المغربيتين في قطاع الاتصال السمعي البصري بتنسيق مع المجلس الوطني للغات والثقافة المغربية 7. المساهمة في النهوض بثقافة المساوات والمناصفة بين الرجل والمرأة وفي محاربة التمييز والصور النمطية المسيئة التي تحط من كرامة الانسان 8. السهر على حماية حقوق الأطفال والجمهور الناشئ والحفاظ على سلامته الجسدية والذهنية والنفسية من المخاطر التي قد يتعرض لها إعلاميا وتشجيع التربية الإعلامية والسهر على احترام اخلاقيات المهنة ونزاهة البرامج والمواد المبثوثة 9. السهر على تمكين الأشخاص في وضعية إعاقة الذين يعانون من إعاقة سمعية او بصرية من متابعة البرامج التلفزية 10. العمل على محاربة ومنع جميع اشكال الاحتكار والهيمنة في ملكية وسائل الاتصال السمعي البصري وكذا السهر على احترام المنافسة الحرة والمشروعة وتكافئ الفرص والشفافية والوقاية من حالات تنازع المصالح والاحتكار في المجال
8) **المجلس الوطني لحقوق الإنسان**	تطبيقا لأحكام الفصل 161 من الدستور، يعتبر المجلس الوطني لحقوق الانسان مؤسسة وطنية تعددية ومستقلة. يعتبر المجلس الوطني لحقوق الانسان شخصا اعتباريا من اشخاص القانون العام، ويتمتع بهذه الصفة بكامل الاهلية القانونية وبالاستقلال الإداري والمالي.	صلاحيات المجلس في مجال حماية حقوق الانسان: 1. يمارس المجلس صلاحياته بكل استقلالية في جميع القضايا المتصلة بحماية حقوق الانسان والحريات في مجال حماية حقوق الانسان 2. يسهر المجلس من اجل ذلك، على رصد ومراقبة وتتبع أوضاع حقوق الانسان على الصعيدين الوطني والجهوي. 3. يبدي رايه في كل قضية يعرضها عليه جلالة الملك في مجال اختصاصاته 4. رصد انتهاكات حقوق الانسان بسائر المملكة

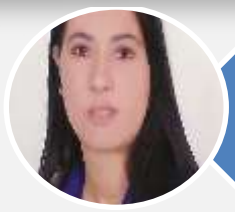
*ظهير شريف رقم 1.18.17 بتنفيذ القانون رقم 76.15 المتعلق بإعادة تنظيم المجلس الوطني لحقوق الإنسان *ظهير شريف رقم 1.11.19 بإحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان	يتألف المجلس علاوة على رئيسه وامينه العام من الأجهزة التالية: 1. الجمعية العامة 2. مكتب المجلس 3. لجان دائمة	5. اجراء التحقيقات والتحريات اللازمة بشأن انتهاكات حقوق الانسان 6. النظر في جميع حالات انتهاك حقوق الانسان اما تلقائنا او بناء على شكاية ممن يعنيهم الامر او بتوكيل منهم. 7. اصدار توصيات بشأن الشكايات المحالة اليه يوجهها الى الجهة المعنية بموضوع الشكاية ويقوم بمتابعة هذه التوصيات كما يمكن للمجلس إحالة النتائج المتوصل اليها الى النيابة العامة المختصة إذا تبين ان الامر يتعلق بأفعال مجرمة قانونا. 8. زيارة أماكن الاعتقال والمؤسسات السجينة ومراقبة أحوال السجناء ومعاملتهم وكذا مراكز حماية الطفولة وإعادة الادماج ومؤسسات الرعاية الاجتماعية والمؤسسات الاستشفائية الخاصة بمعالجة الامراض العقلية والنفسية وأماكن الاحتفاظ بالأجانب في وضعية غير قانونية.
الهيئة	**تأليفها**	**اختصاصاتها**
9) **مؤسسة وسيط المملكة** *ظهير شريف رقم 1.19.43 بتنفيذ القانون رقم 14.16 المتعلق بمؤسسة الوسيط	يعتبر الوسيط تطبيقا لأحكام الفصل 162 من الدستور، مؤسسة وطنية مستقلة ومتخصصة تتمتع المؤسسة بالشخصية الاعتبارية والاستقلال الإداري والمالي تتوفر المؤسسة علاوة على امانة عامة على هيكلة إدارية يتم تحديد تنظيمها ومهامها في النظام الداخلي للمؤسسة: 1. الوسيط يعين بظهير لمدة خمس سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة. 2. يساعد الوسيط مندوبون خاصون ومندوبون جهويون	مهام الوسيط الدفاع عن الحقوق في نطاق العلاقات بين الإدارة والمرتفقين والاسهام في ترسيخ سيادة القانون وإشاعة مبادئ العدل والانصاف وقيم التخليق والشفافية في تدبير الإدارات والمؤسسات العمومية والجماعات الترابية والهيئات التي تمارس صلاحيات السلطة العمومية: 9. النظر في تصرفات الإدارة المخالفة للقانون أو المنافية لمبادئ العدل والإنصاف 10. تلقي التظلمات ومعالجتها وإجراء الأبحاث والتحريات في شأنها 11. الوساطة والتوفيق بين الإدارة والمرتفقين 12. التواصل بين الإدارة والمرتفق
10) **مجلس الجالية المغربية بالخارج** *ظهير شريف رقم 1.07.208 بإحداث مجلس الجالية المغربية بالخارج	تحدث هيئة استشارية تسمى "مجلس الجالية المغربية بالخارج" يتكون المجلس من الاجهزة التالية: **1.** الجمعية العامة؛ **2.** الرئيس؛ **3.** مكتب المجلس؛ **4.** الأمانة العامة؛ **5.** مجموعات العمل.	يختص المجلس بإبداء الرأي بشأن: 1. المشاريع الأولية للنصوص التشريعية والتنظيمية ذات الصلة بشؤون الهجرة، وقضايا المغاربة المقيمين بالخارج؛ 2. التوجهات الأساسية للسياسات العمومية التي من شأنها أن تضمن للمغاربة المقيمين بالخارج الحفاظ على أواصر الارتباط الوثيق بهويتهم المغربية، ولاسيما ما يتعلق بتعليم اللغات والتربية الدينية والعمل الثقافي؛ 3. التدابير الكفيلة بضمان حقوق المغاربة المقيمين بالخارج وصيانة مصالحهم؛ ولاسيما من هم في وضعية صعبة أو هشة؛ 4. الوسائل الهادفة إلى حث المغاربة المقيمين بالخارج على المشاركة في المؤسسات ومختلف مجالات الحياة الوطنية والنهوض بالأعمال الموجهة لفائدتهم؛ 5. وسائل تقوية مساهمة المغاربة بالخارج، في تطوير قدرات بلدهم الأصلي وطنيا وجهويا ومحليا، في مجهود التنمية البشرية المستدامة، وتحديث المجتمع؛ 6. تطوير استراتيجيات عصرية للتواصل والتفاعل والتعاون مع بلدان المهجر، على المستويات الثقافية والبشرية والاقتصادية؛
11) **الهيأة المكلفة بالمناصفة ومحاربة جميع أشكال التمييز** *ظهير شريف رقم 1.17.47 بتنفيذ القانون رقم 79.14 المتعلق بهيئة المناصفة ومكافحة كل أشكال التمييز	تعتبر الهيئة مؤسسة وطنية مستقلة تتمتع بالشخصية الاعتبارية والاستقلال المالي. تتألف الهيأة علاوة على الرئيس الذي يعين بظهير شريف من: 1. عضو قاض يعينه جلالة الملك باقتراح من المجلس الأعلى للسلطة القضائية 2. عضو من أعضاء المجلس العلمي الأعلى يعينه جلالة الملك باقتراح من الامسين العام للمجلس 3. ثلاثة خبراء يعينهم جلالة الملك من بين الشخصيات المشهود لها بالخبرة والكفاءة في مجالات اختصاص الهيئة 4. عضوان يعينهما جلالة الملك يمثلان الجالية المغربية بالخارج 5. أربعة أعضاء يعينهم رئيس الحكومة باقتراح من المركزيات النقابية الأكثر تمثيلا 6. عضو واحد من المنظمات المهنية الأكثر تمثيلا للمقاولات يعينه رئيس الحكومة باقتراح من هذه المنظمات 7. أربعة أعضاء يعينهم رئيس الحكومة يمثلون جمعيات المجتمع المدني المتوفرة على عشر سنوات على الأقل من العمل في المجالات ذات الصلة باختصاصات الهيئة	تمارس الهيئة الصلاحيات التالية: 1. ابداء الراي بمبادرة منها او بطلب من الملك او بطلب من الحكومة او أحد مجلسي البرلمان بشأن مشاريع ومقترحات القوانين ومشاريع النصوص التنظيمية. 2. تقديم كل اقتراح او توصية الى الحكومة او الى أحد مجلسي البرلمان بهدف تعزيز قيم المساواة والمناصفة وعدم التمييز وتكريسها واشاعتها. 3. تلقي الشكايات بشأن حالات التمييز التي يرفعها الى الهيئة كل شخص يعتبر نفسه ضحية حالة من هذه الحالات والنظر فيها وإصدار توصيات بشأنها الى الجهات المعنية والعمل على تتبع مالها بتنسيق من الجهات المذكورة. 4. التشجيع والحث على اعمال مبادئ المساواة والمناصفة وعدم التمييز في مختلف مناحي الحياة العامة والعمل على رصد كل لإخلال بها واقتراح جميع التدابير التي تراها مناسبة للسهر على احترامها 5. المساهمة في ادماج وترسيخ ثقافة المساواة والمناصفة 6. تقديم كل توصية تراها مناسبة الى الحكومة من اجل ملائمة المنظومة القانونية الوطنية مع احكام الاتفاقيات الدولية ذات الصلة بمجال اختصاصات الهيئة والمصادقة عليها من لدن المملكة المغربية 7. رصد وتتبع اشكال التمييز التي تعترض النساء 8. العمل على نشر وإشاعة القيم والممارسات الفضلى المرتبطة بالمساواة والمناصفة في مجال مكافحة كل اشكال التمييز والتشجيع على العمل في إطار احترام مكونات الهوية الوطنية 9. تقديم مختلف اشكال المساعدة التقنية اللازمة للسلطات العمومية ومختلف الفاعلين في القطاعين العام والخاص من اجل التحقيق الفعلي لمبدأ المساواة

	8. عضوان يمتلان الإدارات العمومية المختصة في مجال المناصفة ومكافحة كل اشكال التمييز يعينهما رئيس الحكومة باقتراح من الإدارات ذات الصلة باختصاصات الهيئة 9. أربعة أعضاء من بين أعضاء البرلمان اثنان يعينهما رئيس مجلس النواب واثنان يعينهما رئيس مجلس المستشارين بعد استشارة الفرق والمجموعات البرلمانية 10. عضوان يمتلان جمعيات المجتمع المدني المتوفرة على عشر سنوات على الأقل من العمل في المجالات ذات الصلة باختصاصات الهيئة	والمناصفة ومكافحة كل اشكال التمييز 10. المساهمة في تنمية قدرات مختلف الفاعلين المؤسساتيين والمدنيين في القطاعين العام والخاص من اجل تشجيعهم على اعمال اليات تحقيق المساواة والمناصفة وعدم التمييز 11. جمع ومعالجة المعطيات النوعية والكمية حول المساواة والمناصفة ومكافحة التمييز واعداد ونشر الدراسات والأبحاث ذات الصلة بمجال اختصاصها وقياس درجة الالتزام بمبادئ المساواة والمناصفة وعدم التمييز في مختلف مجالات الحياة العامة والعمل على نشر نتائجها 12. تقييم السياسات العمومية والمجهودات التي تعتمدها الدولة ومختلف الهيئات والمؤسسات بالقطاعين العام والخاص في مجال تحقيق مبادئ المساواة والمناصفة وعدم التمييز.
12) **الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها** * ظهير شريف رقم 1.21.36 صادر في 8 رمضان 1442(21 أبريل2021) بتنفيذ القانون رقم 46.19 المتعلق بالهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها.	تطبيقا لأحكام الفصل 167 من الدستور، يحدد هذا القانون، مهام الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها المحدثة بمقتضى الفصل 36 من الدستور، وصلاحياتها وكيفيات تأليفها وتنظيمها وقواعد سيرها وحالات التنافي، ويشار إليها بعده باسم "الهيئة". تعتبر الهيئة مؤسسة وطنية مستقلة تتمتع بالشخصية الاعتبارية وبالاستقلال المالي والإداري. أجهزة الهيئة: 1. مجلس الهيئة 2. رئيس الهيئة 3. اللجان الدائمة 4. مرصد الهيئة	تولى الهيئة على الخصوص مهام المبادرة والتنسيق والإشراف وضمان تتبع تنفيذ سياسات محاربة الفساد، وتلقي ونشر المعلومات في هذا المجال، والإسهام في تخليق الحياة العامة، وترسيخ مبادئ الحكامة الجيدة، وثقافة المرفق العام، وقيم المواطنة المسؤولة. ومن أجل ذلك، تقوم الهيئة بمهامها في إطار العمل المشترك والتكامل المؤسساتي والوظيفي بينها وبين السلطات والمؤسسات والهيئات الأخرى المعنية، من أجل نشر قيم النزاهة والوقاية من الرشوة ومكافحتها. وفي هذا الإطار، تمارس الهيئة الاختصاصات التالية : I -في مجال نشر قيم النزاهة والوقاية من الفساد : 1. اقتراح التوجهات الاستراتيجية لسياسة الدولة في مجال الوقاية من الفساد ومكافحته، وكذا الآليات والتدابير الكفيلة بتنفيذها ؛ 2. إبداء الرأي، بمبادرة منها أو بطلب من رئيس الحكومة، بخصوص الاستراتيجيات الوطنية والسياسات العمومية ذات الصلة مباشرة بالوقاية من الفساد ومكافحته، وفي شأن مخططات تنفيذها ؛ 3. .العمل على تتبع تنفيذ الاستراتيجيات الوطنية والسياسات العمومية المتعلقة بالوقاية من الفساد ومكافحته، في إطار التكامل والتنسيق مع جميع السلطات والهيئات المعنية ؛ 4. السهر على إعداد استراتيجية وطنية متكاملة للتنشئة التربوية والاجتماعية على قيم النزاهة، ولا سيما في مجالي التربية والتكوين، وذلك في إطار الشراكة الوطنية بين الهيئة والسلطات العمومية والهيئات التمثيلية والمهنية والفاعلين بالقطاع الخاص وجمعيات المجتمع المدني؛ 5. العمل على إعداد دلائل مرجعية للتعريف بقيم النزاهة ونشرها في مجال تدبير المرافق العمومية وغيرها من مؤسسات وهيئات القطاعين العام والخاص ؛ 6. .وضع برامج للتواصل والتوعية والتحسيس من أجل نشر قيم النزاهة والسهر على تنفيذها في إطار التربية على قيم المواطنة وثقافة الصالح العام ؛ 7. .تقديم كل توصية أو اقتراح إلى الحكومة أو إلى مجلسي البرلمان، يهدف إلى نشر وتعزيز قيم النزاهة والشفافية وترسيخ مبادئ الحكامة الجيدة وثقافة المرفق العام وقيم المواطنة المسؤولة ؛ 8. كما تقدم الهيئة لكل من مجلسي البرلمان بناء على طلب أي منهما المساعدة والمشورة في مجال تقييم السياسات العمومية المتعلقة باختصاصات الهيئة؛ 9. الإعداد أو الإشراف على إعداد برامج خاصة بالوقاية من الفساد والإسهام في تخليق الحياة العامة، والعمل على تنسيق هذه البرامج، والسهر على تتبع تنفيذها بتعاون مع جميع السلطات والهيئات المعنية؛ 10. تقديم كل توصية للسلطات العمومية والهيئات المعنية، بهدف الإسهام في بلورة مخططات وبرامج مندمجة ومتكاملة في مجال الوقاية من الفساد ومكافحته؛ 11. العمل على نشر قواعد الحكامة الجيدة والتعريف بها، طبقا لميثاق المرافق العمومية المنصوص عليه في الفصل 157 من الدستور، ولمبادئ حكامة المقاولات والجمعيات والهيئات المهنية والنقابية والسياسية وشفافية تدبيرها ؛ 12. إنجاز دراسات وتقارير موضوعاتية حول مظاهر الفساد وسبل الوقاية منه ومكافحته ونشرها؛ 13. .دراسة التقارير الصادرة عن المنظمات الدولية والإقليمية والوطنية المتعلقة بتقييم وضعية مكافحة الفساد والوقاية منه بالمملكة، واقتراح الإجراءات والتدابير اللازمة لتحسين هذه الوضعية، والعمل على تتبع تنفيذ الالتزامات الدولية للمملكة ذات الصلة، بتنسيق وثيق مع القطاعات الوزارية والهيئات المعنية ؛ 14. .إقامة علاقات التعاون مع الهيئات العمومية والمنظمات غير الحكومية والجامعات ومراكز الأبحاث الوطنية والدولية ذات الأهداف المماثلة في مجال الوقاية من الفساد ومكافحته، والمشاركة في المؤتمرات الدولية ذات الصلة، لاسيما من أجل تعزيز التدابير الخاصة بمكافحة الفساد وتطويرها وتبادل الخبرات في هذا المجال ؛ 15. تنسيق الأعمال التحضيرية لمشاركة المملكة المغربية في التظاهرات والملتقيات والاجتماعات الدولية والإقليمية المتعلقة بقضايا الوقاية من الفساد ومكافحته، وتقديم توصيات إلى السلطات المختصة من أجل تيسير مواصلة مصادقة المملكة على الاتفاقيات والمعاهدات الدولية والإقليمية ذات الصلة أو الانضمام إليها، وذلك بتشاور مع السلطة الحكومية المكلفة بالشؤون الخارجية؛ 16. القيام بأعمال التنسيق والتتبع على المستوى الوطني لتنفيذ الالتزامات الدولية المنبثقة عن المعاهدات الدولية المصادق عليها من طرف المغرب في مجال الوقاية من الفساد ومكافحته؛

		17. تقديم توصيات من أجل ملاءمة التشريعات الوطنية مع مقتضيات الاتفاقيات الدولية لمكافحة الفساد وباقي الاتفاقيات ذات الصلة التي صادق عليها المغرب. **II - في مجال الإسهام في مكافحة الفساد :** 1. تلقي التبليغات والشكايات والمعلومات المتعلقة بحالات الفساد المشار إليها في الفقرة الأولى من المادة 3 أعلاه ودراستها، والتأكد من صحة الأفعال والوقائع التي تتضمنها وفق المسطرة المنصوص عليها في الباب الرابع من هذا القانون، وإحالتها عند الاقتضاء، إلى الجهات المختصة؛ 2. تلقي التبليغات والشكايات والمعلومات حول المخالفات الإدارية والمالية المشار إليها في الفقرة 2 من المادة 3 أعلاه، والعمل على دراستها واتخاذ الإجراءات اللازمة في شأنها طبقا لأحكام هذا القانون ؛ 3. القيام بعمليات البحث والتحري عن حالات الفساد التي تصل إلى علم الهيئة، وفق الإجراءات المنصوص عليها في هذا القانون، مع مراعاة مقتضيات المادة 7 أدناه ؛ 4. القيام أو طلب القيام من أي جهة معنية بتعميق البحث والتحري في الأفعال التي ثبت للهيئة بناء على معطيات أو معلومات أو مؤشرات أنها تشكل حالات فساد، واتخاذ الإجراءات اللازمة من أجل ترتيب الآثار القانونية في ضوء النتائج المتوصل إليها ؛ 1. القيام بطلب من السلطات العمومية بإجراء أي تحقيق إداري في وقائع خاصة تتضمن مؤشرات حول وجود شبهة فساد، وإنجاز تقارير تحال إلى السلطة التي طلبت إجراء التحقيق المذكور.

iv : Veille juridique : les chroniques

1.متابعات قانونية وإدارية بالمغرب



فاتن الشواطي
مستشارة قانونية
بالأمانة العامة للحكومة

أ- صدر بالجريدة الرسمية:

تميزت الفترة الممتدة من فاتح مارس إلى 30 يونيو الجاري بصدور نصوص في غاية الأهمية، خصوصا ما يتعلق منها بالنصوص المواكبة للانتخابات والقانون الإطار المتعلق بالحماية الاجتماعية، بالإضافة إلى نصوص أخرى لا تقل أهمية.

التشريع الوطني يتعزز بالقانون الإطار رقم 09.21 المتعلق بالحماية الاجتماعية

تضمن العدد 6975 من الجريدة الرسمية ليوم 5 أبريل 2021 القانون-الإطار رقم 09.21 المتعلق بالحماية الاجتماعية، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.21.30 بتاريخ 9 شعبان 1442 (23 مارس 2021). ويهدف هذا القانون حسب ما هو وارد في ديباجته إلى استكمال بناء منظومة قوية توفر الحماية الاجتماعية لفئات واسعة، وتكون قادرة على الحد من المخاطر الاقتصادية والاجتماعية، لا سيما على الفئات الأكثر هشاشة. وذلك استنادا إلى المرتكزات التي حددها صاحب الجلالة في خطابه السامي بمناسبة افتتاح الدورة التشريعية بتاريخ 9 أكتوبر 2020، وإلى أحكام الفصل 31 من الدستور الذي يكرس الحق في الحماية الاجتماعية والتغطية الصحية، بالإضافة إلى الالتزامات الدولية للمملكة المغربية في مجال الحماية الاجتماعية. وقد أفرد هذا القانون-الإطار أحكاما تتعلق بالأحكام والمبادئ والتوجهات والآليات المؤطر لعمل الدولة في هذا المجال، والكفيلة ببلوغ الأهداف المسطرة والمتمثلة خصوصا في السهر على التزامات السلطات العمومية في السهر على تنسيق عمل كافة المتدخلين المعنيين بتعميم الحماية الاجتماعية، وتطوير الجوانب المتعلقة بتدبير وحكامة هيئات الضمان الاجتماعي، وضمان التقائية أنظمة الحماية الاجتماعية، واتخاذ جميع التدابير ذات الطابع التشريعي والتنظيمي والمؤسساتي والمالي التي تمكن من تفعيل تعميم هذه الحماية. كما يحدد هذا القانون- الإطار الجدولة الزمنية لتنزيل هذا الإصلاح والمتمثلة في 5 سنوات.

مستجدات القوانين المواكبة والمؤطرة لمنظومة الانتخابات

تميز العدد 6987 من الجريدة الرسمية ليوم 17 ماي 2021 بنشر القوانين المواكبة لعملية الانتخابات التي ستعرفها بلادنا خلال هذه السنة. ومن أهم ما جاء في هذه القوانين، يمكن ذكر ما يلي:

بالنسبة للقانونين التنظيميين رقم 04.21 القاضي بتغيير وتتميم القانون التنظيمي رقم 27.11 المتعلق بمجلس النواب ورقم 05.21 القاضي بتغيير وتتميم القانون التنظيمي رقم 28.11 المتعلق بمجلس المستشارين:

- نقل العديد من النخب السياسية إلى الجهات من خلال إلغاء الدائرة الانتخابية الوطنية وتعويضها بالدائرة الانتخابية الجهوية والتي خصص لها 90 مقعدا مع إلزامية تخصيص الرتبة الأولى والثانية في اللائحة الانتخابية الجهوية حصريا للنساء، بحيث لا يقل عددهن الإجمالي في اللائحة عن ثلثي المقاعد الواجب ملؤها في الدائرة الانتخابية الجهوية، مع الاحتفاظ بحقهن في الترشح برسم اللوائح المحلية.
- توسيع حالة التنافي مع العضوية في مجلس النواب، لتشمل أيضا، رئاسة مجلس جماعة يفوق عدد سكانها 300.000 نسمة حسب آخر إحصاء عام رسمي؛
- تمكين مغاربة الخارج من الترشح للانتخابات على مستوى الدوائر الانتخابية المحلية والدوائر الانتخابية الجهوية؛
- إلزام وكيل كل لائحة أو كل مترشح بإعداد حساب حملته الانتخابية وفق نموذج يحدد بموجب نص تنظيمي، وإيداعه داخل أجل محدد وفق الأحكام المقررة بهذا الخصوص وتبيان مصادر تمويله وكيفيات صرفها وذلك تحت طائلة التجريد من العضوية في المجلس؛

- اعتماد قاسم انتخابي يستخرج عن طريق قسمة عدد الناخبين المقيدين في الدائرة الانتخابية المعنية على عدد المقاعد المخصصة لها وتوزيع المقاعد الباقية حسب قاعدة أكبر البقايا، وذلك بتخصيصها للوائح التي تتوفر على الأرقام القريبة من القاسم المذكور.
- الحفاظ على فريق برلماني للمنظمات المهنية للمشغلين الأكثر تمثيلية (الباطرونا) داخل المجلس، مع ضمان استقلاليته لتمكينه من التعبير عن انشغالات الفاعلين الاقتصاديين وتطلعات المقاولات الوطنية وانتظاراتها، وكذلك إسهامها على مستوى مراقبة السياسات العامة وتوجيهها.

1. القانون التنظيمي رقم 06.21 القاضي بتغيير وتتميم القانون التنظيمي رقم 59.11 المتعلق بانتخاب أعضاء مجالس الجماعات الترابية:

- ضبط مسطرة الترشيح لانتخابات مجالس العمالات والأقاليم، وإقرار آلية لضمان التمثيلية النسوية فيها، عن طريق تخصيص ثلث المقاعد للنساء في كل مجلس عمالة أو إقليم، وكذا الرفع من عدد المقاعد المخصصة للنساء في المجالس المنتخبة. كما يهدف لمراجعة عدد الجماعات الخاضعة لنمط الاقتراع باللائحة، من خلال الرفع من عدد السكان المطلوب لتطبيق نمط الاقتراع المذكور من 35 ألف إلى 50 ألف نسمة؛

2. القانون التنظيمي رقم 07.21 القاضي بتغيير القانون التنظيمي رقم 29.11 المتعلق بالأحزاب السياسية:

- الرفع من مبلغ الدعم المالي العمومي الممنوح للأحزاب، قصد مواكبتها، وتحفيزها على تجديد أساليب عملها، بما يساهم في الرفع من مستوى الأداء الحزبي ومن جودة التشريعات والسياسات العمومية، مع تخصيص جزء من الدعم العمومي لفائدة الكفاءات التي توظفها في مجالات التفكير والتحليل والابتكار.

3. المراسيم رقم 2.21.354 ورقم 2.21.355 و2.21.356 الصادرة في 29 من رمضان 1442 (12 ماي2021) بتحديد تواريخ انتخاب أعضاء مجالس الجماعات والمقاطعات وأعضاء مجالس الجهات وأعضاء مجلس النواب:

- تحديد تاريخ 06 شتنبر 2021 كموعد لإجراء انتخاب أعضاء كل من مجالس الجماعات والمقاطعات ومجالس الجهات ومجلس النواب.

4. المرسوم رقم 2.21.358 الصادر في 29 من رمضان 1442 (12 ماي2021) بتحديد تاريخ انتخاب أعضاء مجلس المستشارين:

- تحديد تاريخ 5 أكتوبر 2021 كموعد لإجراء انتخاب أعضاء مجلس المستشارين.

5. المرسوم رقم 2.21.357 الصادر في 29 من رمضان 1442 (12 ماي2021) بتحديد تاريخ انتخاب أعضاء مجالس العمالات والأقاليم:

- تحديد تاريخ 21 شتنبر 2021 كموعد لإجراء انتخاب أعضاء مجالس العمالات والأقاليم.

7- المرسومان رقم 2.21.352 ورقم 2.21.353 الصادران في 29 من رمضان 1442 (12 ماي2021) بتحديد تاريخ انتخاب أعضاء غرف التجارة والصناعة والخدمات وغرف الصناعة التقليدية وغرف الصيد البحري وأعضاء الغرف الفلاحية:

- تحديد تاريخ 6 غشت 2021 كموعد لإجراء انتخاب أعضاء غرف التجارة والصناعة والخدمات وغرف الصناعة التقليدية وغرف الصيد البحري وأعضاء الغرف الفلاحية.

الترسانة القانونية الوطنية تتعزز بقانون التمويل التعاوني كآلية مبتكرة لدعم المشاريع

صدر في العدد 6967 من الجريدة الرسمية ليوم 8 مارس 2021 القانون رقم 15.18 المتعلق بالتمويل التعاوني الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.21.24 بتاريخ 10 رجب 1442 (22 فبراير 2021). ويهدف هذا القانون إلى تأطير عملية التمويل التعاوني؛ هذه العملية التي تتمثل في جمع أموال صغيرة من عدد كبير من المستثمرين لتمويل مشروع ناشئ. حيث حدد الآليات المؤسساتية التي ستسهر على هذا التمويل وهي شركات التمويل التعاوني التي تسهر على تسيير المنصات الإلكترونية التي سيتم من خلالها جمع المساهمات، والتي يجب إيداعها لزوما لدى مؤسسات الائتمان وما يعتبر في حكمها باعتبارها، حسب هذا القانون، مؤسسات ماسكة للحسابات. كما حدد هذا القانون شروطا يجب توافرها في شركات التمويل التعاوني ووضع آليات لمراقبتها تتمثل في مراقبة داخلية (مراقب الحسابات) ومراقبة خارجية (بنك المغرب بالنسبة لشركات التمويل التعاوني من فئتي القرض والتبرع وهيئة مراقبة الرساميل بالنسبة لشركات التمويل التعاوني من فئة الاستثمار). بالإضافة إلى ذلك، قسم هذا القانون عمليات التمويل التعاوني إلى ثلاث فئات: القرض والتبرع والاستثمار وحدد شروط ومسطرة عرض المشاريع على منصة التمويل التعاوني.

وأخيرا صدور قانون لسد الفراغ التشريعي في مجال التلوث الناجم عن السفن

صدر في العدد 6967 من الجريدة الرسمية ليوم 8 مارس 2021 القانون رقم 69.18 المتعلق بالتلوث الناجم عن السفن الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.21.25 بتاريخ 10 رجب 1442 (22 فبراير 2021). ويأتي هذا القانون لسد الفراغ القانوني الذي يميز التشريع الوطني في المجال المرتبط بالتلوث البحري، اعتبارا لأهمية الوضع المغربي داخل المنظومة البحرية الدولية والتزاماته تجاه المؤسسات الدولية وتنزيله لمقتضيات الاتفاقيات البحرية الدولية خاصة فيما يتعلق بالعقوبات المتخذة. كما يهدف إلى وضع القواعد والمعايير المختلفة المتفق عليها في إطار آليات المنظمة البحرية الدولية التي انضم إليها المغرب خصوصا تلك التي تناولتها اتفاقية ماربول الدولية رقم 78/1973 لمنع التلوث من السفن والمصادق عليها من طرف المغرب بظهير رقم 1.93.44 بتاريخ 14 رمضان 1414 (25 فبراير 1994)، والتي تحدد في مرافقها قواعد الإلقاء المشروع وتطالب الدول الأطراف باتخاذ الإجراءات اللازمة لمعاقبة المخلين بتطبيق تلك القواعد، والواردة بالملاحق الستة للاتفاقية (لوائح منع التلوث بالزيوت؛ لوائح مكافحة التلوث بمواد سائلة ضارة وسائبة؛ لوائح منع التلوث بالمواد المؤذية المعبئة والمنقولة بحرا؛ لوائح التلوث بقاذورات مجارير السفن؛ لوائح منع التلوث بقمامة السفن؛ لوائح منع تلوث الهواء من السفن). بالإضافة إلى ذلك، ينص هذا القانون على مقتضيات زجرية في حالة الإخلال بالقواعد والمعايير الواجب احترامها أو في حالة الإلقاء غير الشرعي.

القانون رقم 24.21 بشأن إلغاء وتصفية نظام المعاشات المحدث لفائدة أعضاء مجلس النواب

صدر بالجريدة الرسمية عدد 6975 ليوم 5 أبريل 2021 القانون رقم 24.21 بشأن إلغاء وتصفية نظام المعاشات المحدث لفائدة أعضاء مجلس النواب الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.21.31 بتاريخ 9 شعبان 1442 (23 مارس 2021). ويرمي هذا القانون إلى تحديد شروط وكيفيات تصفية نظام المعاشات المحدث لفائدة أعضاء مجلس النواب بموجب القانون رقم 24.92، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.92.163 بتاريخ 22 ديسمبر 1993 (8 رجب 1414)؛ إذ ينص على أنه ابتداء من تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ ستتوقف اقتطاعات واجبات الاشتراك برسم نظام المعاشات المحدث لأعضاء مجلس النواب من التعويض الممنوح لكل نائب عضو، وأداء مساهمات مجلس النواب برسم النظام المذكور، وصرف المعاشات المستحقة برسم نفس النظام. وبخصوص طريقة توزيع رصيد احتياط هذا النظام، فقد نصت المادة الثالثة من القانون ذاته على أنه إذا سبق للنائب أن استفاد من معاش برسم النظام وكان مجموع الاشتراكات قبل تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ يفوق مجموع مبالغ المعاشات التي استفاد منها قبل التاريخ المذكور، فإنه يعاد إليه مبلغ يساوي حصيلة الفرق بين مبالغ الاشتراكات ومبالغ المعاشات المذكورة وفي حال ما إذا لم يسبق للنائب أن استفاد من أي مبلغ معاش فإنه يعاد إليه مجموع مبالغ الاشتراكات التي سبق اقتطاعها قبل دخول هذا القانون حيز التنفيذ من التعويض النيابي الممنوح له، بينما نص المقتضى نفسه على عدم صرف أي مبلغ للنائب، في حالة ما إذا سبق له أن استفاد من معاش برسم النظام، وكان مجموع مبالغ المعاشات التي تم قبضها يفوق مجموع مبالغ واجبات الاشتراكات المستحقة للنظام قبل تاريخ دخول القانون حيز التنفيذ أو يعادله.

إطار تشريعي جديد لإحداث المتاحف وتدبيرها

تضمن العدد 6986 من الجريدة الرسمية ليوم 13 ماي 2021 القانون رقم 55.20 المتعلق بتغيير وتتميم القانون رقم 01.90 القاضي بإحداث المؤسسة الوطنية للمتاحف الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.21.47 بتاريخ 8 رمضان 1442 (21 أبريل 2021)، وكذا القانون رقم 56.20 المتعلق بالمتاحف، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.21.48 بتاريخ 8 رمضان 1442 (21 أبريل 2021). ويتضمن القانون رقم 55.20 السالف الذكر أحكاما تروم تأهيل المؤسسة الوطنية للمتاحف لإحداث متاحف تابعة لها في مختلف مجالات التراث المتحفي بصفة خاصة، والتراث الثقافي بوجه عام، كما أنيطت بها مهام إضافية من قبيل تلقي الملفات المتعلقة بإحداث المتاحف، والقيام بأعمال ترميم وصيانة الرصيد المتحفي، وإمكانية نقل القطع المتحفية والمجموعات المتحفية، التي تتوفر عليها المتاحف التابعة لها، من متحف إلى آخر بصفة مؤقتة، والعمل على استرجاع القطع المتحفية والأثرية التي تصدر أحكام قضائية بمصادرتها لفائدة الدولة أو لفائدة أي شخص آخر من أشخاص القانون العام أو حجزها وذلك بتنسيق مع الجهات المعنية.بالإضافة إلى تنصيصها على مراجعة تركيبة اللجنة المديرية التي تدير المؤسسة الوطنية للمتاحف من خلال تقليص عدد أعضاء مجلس التوجيه والتتبع المحدث لديها من عشرة إلى ستة أعضاء توخيا للنجاعة في اتخاذ القرار، مع تخويل صلاحية منح علامة التميز " متحف المغرب" وسحبها إلى هذا المجلس.

أما فيما يخص القانون رقم 56.20 المتعلق بالمتاحف المشار إليه أعلاه، فإنه يهدف إلى تنظيم المتاحف، كيفما كانت ملكيتها وتنوع موضوعاتها من خلال سن قواعد عامة مشتركة، وتوحيد المراجع القانونية المتعلقة بالمؤسسة المتحفية وتحصين تسمية "متحف" من خلال إقرار مجموعة من الشروط الواجب توفرها لفتح المتحف وممارسة أي نشاط متحفي. كما ينص على إحداث متاحف وطنية وجهوية ومحلية ذات توجهات وتخصصات متعددة ومتنوعة حسب نوع المجموعات المتحفية المتوفرة. بالإضافة إلى ذلك، ينص هذا القانون على منح المشاريع المتحفية المستوفية لجميع الشروط التقنية واللوجستيكية والبشرية التي أضحت تشكل فضاء متميزا علامة التميز "متحف المغرب" كدليل على جودتها، الأمر الذي يمكن أن يخول لتلك المتاحف عدة امتيازات كالحق في الاستفادة من تحفيزات جبائية وإمكانية الإدراج في المسارات السياحية والترتيب ضمن التراث الثقافي الوطني أو الدولي، علما أن هذه العلامة تمنح بقوة القانون للمتاحف التابعة للأشخاص الخاضعين للقانون العام.

القانون المتعلق بالهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها

صدر بالجريدة الرسمية عدد6986 بتاريخ 13 ماي 2021 القانون رقم 46.19 المتعلق بالهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.21.36 بتاريخ 8 رمضان 1442 (21 أبريل 2021). وقد تم اتخاذ هذا القانون لتجاوز الثغرات والنواقص التي تسم القانون رقم 113.12 المتعلق بهذه الهيئة والتي تحول دون تمكينها من الاضطلاع بالمهام الملقاة على عاتقها سواء في إطار نشر قيم النزاهة والشفافية والوقاية من الرشوة، أو في مجال الإسهام في مكافحة الفساد. من اجل ذلك، تضمن هذا القانون أحكاما تهدف إلى توسيع مفهوم الفساد لتشمل بالإضافة إلى جرائم الرشوة واستغلال النفوذ والاختلاس والغدر المنصوص عليها في القانون الحالي المنظم للهيئة، أعمالا أخرى تتمثل في جميع الجرائم المتعلقة بتبديد الأموال العمومية سواء المنصوص عليها في القانون الجنائي أو في تشريعات خاصة؛ وكذا المخالفات الإدارية والمالية التي تشكل سلوكات تتسم بالانحراف وعدم حماية الصالح العام، وتتنافى مع القواعد المهنية ومبادئ الحكامة والشفافية. كما وسع هذا القانون من نطاق مهام الهيئة ومجالات تدخلها وأعاد النظر في اختصاصات أجهزة الهيئة.

ب- جدول النصوص القانونية المتعلقة بتدبير جائحة فيروس كورونا إلى حدود 30 يونيو 2021

مشاريع ومقترحات القوانين	المراسيم	القرارات
مشروع قانون رقم 23.20 يقضي بالمصادقة على المرسوم بقانون رقم 2.20.292 الصادر في 23 مارس 2020 يتعلق بسن أحكام خاصة بحالة الطوارئ الصحية وإجراءات الإعلان عنها (تمت المصادقة عليه بتاريخ 12 مايو 2020)	مرسوم رقم 2.20.269 بتاريخ 16 مارس 2020 بإحداث حساب مرصد لأمور خصوصية يحمل اسم "الصندوق الخاص بتدبير جائحة فيروس كورونا "كوفيد19"(ج.ر عدد 6865 بتاريخ 16 مارس 2020)	قرار لوزير الصناعة والتجارة والاقتصاد الأخضر والرقمي رقم 20.859 صادر في 7 رجب 1441(2 مارس 2020) بتتميم قرار وزير التجارة الخارجية والاستثمارات الخارجية والصناعة التقليدية رقم 94.1308 الصادر في 7 ذي القعدة 1414 19(أبريل 1994) بتحديد قائمة السلع التي تتخذ في شأنها تدابير تهدف إلى وضع قيود كمية على استيرادها وتصديرها (ج.ر عدد 6861 بتاريخ 02 مارس 2020)
ظهير شريف رقم 1.20.59 صادر في 29 من شعبان 1441 (23 أبريل 2020) بتنفيذ القانون رقم 25.20 بسن تدابير استثنائية لفائدة المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا(ج.ر عدد 6877 بتاريخ 27 أبريل 2020)	مرسوم رقم 2.20.270 بتاريخ 16 مارس 2020 يتعلق بمساطر تنفيذ النفقات المنجزة من لدن وزارة الصحة (ج.ر عدد 6865 بتاريخ 16 مارس 2020)؛	قرار لوزير الاقتصاد والمالية واصلاح الادارة رقم 986.20 بتاريخ 16 مارس 2020 باتخاذ تدابير مؤقتة ضد ارتفاع اسعار المطهرات الكحولية (ج.ر عدد 6865 بتاريخ 16 مارس 2020)
ظهير شريف رقم 1.20.961 صادر في 27 من شوال 1441(19 يونيو 2020) بتنفيذ القانون رقم 26.20 القاضي بالمصادقة على المرسوم بقانون رقم 2.20.320 صادر في 13 من شعبان 1441 (7 أبريل 2020) المتعلق بتجاوز سقف التمويلات الخارجية. (ج.ر عدد 6893 بتاريخ 22 يونيو 2020) قرار المحكمة الدستورية رقم 106.20 م.د صادر في 12 من شوال 1441(4 يونيو2020) (ج.ر عدد 6892 بتاريخ 18 يونيو2020)	مرسوم رقم 2.20.331 صادر في 30 من شعبان 1441 (24 أبريل 2020) بتطبيق القانون رقم 20.25 بسن تدابير استثنائية لفائدة المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا "كوفيد- 9 " (ج.ر عدد 6877 بتاريخ 27 أبريل 2020)	قرار لوزير الاقتصاد والمالية واصلاح الادارة رقم 1020.20 بتاريخ 31 مارس 2020 باتخاذ تدابير مؤقتة ضد ارتفاع أسعار الكمامات الواقية (ج.ر عدد 6870 بتاريخ 02 أبريل 2020)
مشروع قانون رقم 27.20 بسن أحكام خاصة تتعلق بسير أشغال أجهزة إدارة شركات المساهمة وكيفيات انعقاد جمعياتها العامة خلال مدة سريان حالة الطوارئ الصحية (تمت المصادقة عليه بتاريخ 05 مايو 2020)	مرسوم بقانون رقم 2.20.292 بتاريخ 23 مارس 2020 يتعلق بسن أحكام خاصة بحالة الطوارئ الصحية وإجراءات الإعلان عنها (ج.ر عدد 6867 مكرر بتاريخ 24 مارس 2020)	قرار لوزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 20.1057 صادر في 12من شعبان 1441(6 أبريل 2020) باتخاذ تدابير مؤقتة ضد ارتفاع أسعار الكمامات الواقية (ج.ر عدد 6871 بتاريخ 6 ابريل 2020)
مشروع قانون رقم 30.20 بسن أحكام تتعلق بعقود الأسفار والمقامات السياحية وعقود النقل الجوي للمسافرين (تمت المصادقة عليه بتاريخ 19 مايو 2020)	مرسوم رقم 2.20.293 بتاريخ 24 مارس 2020 بإعلان حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني لمواجهة تفشي فيروس كورونا- كوفيد 19- (ج.ر عدد 6867 مكرر بتاريخ 24 مارس 2020)	قرار لوزير الصناعة والتجارة والاقتصاد الأخضر والرقمي رقم 20.1060 صادر في 14 من شعبان 1441 (8 أبريل 2020) يتعلق بالكمامات الواقية المصنوعة من الثوب غير المنسوج ذات الاستعمال غير الطبي (ج.ر عدد 6874 بتاريخ 16 ابريل 2020)

مشاريع ومقترحات القوانين	المراسيم	القرارات
مقترح قانون رقم 5.36.20 يرمي إلى تعديل القانون رقم 67.12 المتعلق بتنظيم العلاقات التعاقدية بين المكري والمكتري للمحلات المعدة للسكنى أو للاستعمال المهني، والقانون رقم 49.16 المتعلق بكراء أو المحلات المخصصة للاستعمال التجاري أو الصناعي أو الحرفي، وقانون الالتزامات والعقود، فيما يخص استيفاء الوجيبة الكرائية خلال فترة الطوارئ الصحية التي تعيشها بلادنا جراء وباء كوفيد 19.	مرسوم بقانون رقم 2.20.320 صادر في 13 من شعبان 1441 (7 أبريل 2020) يتعلق بتجاوز سقف التمويلات الخارجية (ج.ر عدد 6871 مكرر بتاريخ 8 ابريل 2020)	قرار لوزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 1087.20 صادر في 21 من شعبان 1441(15 أبريل 2020) باتخاذ تدابير مؤقتة ضد ارتفاع أسعار الكمامات الواقية الموجهة لاستعمال الطبي (ج.ر عدد 6871 بتاريخ 6 ابريل 2020)
ظهير شريف رقم 60.20.1 صادر في 5 شوال 1441 (28 ماي 2020) بتنفيذ القانون رقم 23.20 القاضي بالمصادقة على المرسوم بقانون رقم 292.20.2 الصادر في 28 من رجب 1441 (23 مارس 2020)المتعلق بسن أحكام خاصة بحالة الطوارئ الصحية وإجراءات الإعلان عنها (... ج.ر عدد 6887 مكرر بتاريخ 01 يونيو 2020).	مرسوم رقم 2.20.330 صادر في 24 من شعبان 1441 (18 أبريل 2020) بتمديد مدة سريان مفعول حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني مواجهة تفشي فيروس كورونا - كوفيد 19. (ج.ر عدد 6874 مكرر بتاريخ 19 ابريل 2020)	قرار مشترك لوزير التربية الوطنية والتكوين المهني والتعليم العالي والبحث العلمي والوزير المنتدب لدى وزير التربية الوطنية والتكوين المهني والتعليم العالي والبحث العلمي المكلف بالتعليم العالي والبحث العلمي رقم 1506.20 صادر في 17 من شوال 1441(9 يونيو 2020)بتحديد قائمة القطاعات والقطاعات الفرعية المتعلقة بالتربية والتعليم والتكوين والبحث العلمي، التي لا يعتبر المشغل الممارس لنشاطه فيها في وضعية صعبة جراء تفشي جائحة فيروس كورونا "كوفيد – 19" (ج.ر عدد 6892 بتاريخ 18 يونيو2020)
ظهير شريف رقم 1.20.60 صادر في 5 شوال 1441 (28 ماي 2020) بتنفيذ القانون رقم 27.20 بسن أحكام خاصة تتعلق بسير أشغال أجهزة إدارة شركات المساهمة وكيفيات انعقاد جمعياتها العامة خلال مدة سريان حالة الطوارئ الصحية. (ج.ر عدد 6887 مكرر بتاريخ 01 يونيو 2020).	مرسوم رقم 2.20.331 صادر في 30 من شعبان 1441 (24 أبريل 2020) بسن تدابير استثنائية لفائدة المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا (ج.ر عدد 6877 بتاريخ 27 ابريل 2020)	قرار لوزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 20.2335 صادر في 22من محرم 1442(11 سبتمبر 2020) بتمديد التدابير المؤقتة ضد ارتفاع أسعار المطهرات الكحولية. (ج.ر عدد 6918 بتاريخ 17 سبتمبر 2020).
ظهير شريف رقم 1.20.63 صادر في 5 شوال 1441 (2 ماي 2020) بتنفيذ القانون رقم 30.20 بسن أحكام خاصة تتعلق بعقود الأسفار والمقامات السياحية وعقود النقل الجوي للمسافرين ج.ر عدد 6887 مكرر بتاريخ 01 يونيو 2020).	مرسوم رقم 2.20.345 صادر في 19 من رمضان 1441 (13 ماي 2020)بتمديد وقف استيفاء رسم الاستيراد المفروض على القمح اللين ومشتقاته (ج.ر عدد 6882 بتاريخ 14 مايو 2020)	
ظهير شريف رقم 1.20.72 صادر في 4 ذي الحجة 1441(25 يوليو 2020) بتنفيذ قانون المالية المعدل رقم 35.20 للسنة المالية 2020 (ج.ر عدد 6903 بتاريخ 27 يوليو 2020)	مرسوم رقم 20.371 .2 صادر في 25 من رمضان 1441(19 مايو 2020) بتمديد مدة سريان مفعول حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني لمواجهة تفشي فيروس كورونا - كوفيد 19 (ج.ر عدد 6883 مكرر بتاريخ 19 مايو 2020)	
ظهير شريف رقم 1.20.67 صادر في 4 ذي الحجة 1441 (25 يوليو 2020) بتنفيذ القانون رقم 42.20 بتغيير المرسوم بقانون رقم 2.20.292 الصادر في 28 من رجب 1441 (23 مارس 2020) المتعلق بسن أحكام خاصة بحالة الطوارئ الصحية وإجراءات الإعلان عنها.(ج.ر عدد 6903 بتاريخ 27 يوليو 2020).	مرسوم رقم 2.20.406 صادر في 17 من شوال 1441 (9 يونيو 2020) بتمديد مدة سريان مفعول حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني لمواجهة تفشي فيروس كورونا - كوفيد 19 وبسن مقتضيات خاصة بالتخفيف من القيود المتعلقة بها (ج.ر عدد 6889 مكرر بتاريخ 09 يونيو 2020).	

مشاريع ومقترحات القوانين	المراسيم	القرارات
ظهير شريف رقم 1.20.73 صادر في 4 ذي الحجة 1441 (25 يوليو 2020) بتنفيذ القانون رقم 36.20 القاضي بتحويل صندوق الضمان المركزي إلى شركة مساهمة. (ج.ر عدد 6903 بتاريخ 27 يوليو 2020).	مرسوم رقم 2.20.456 صادر في 17 من ذي القعدة 1441(9 يوليو 2020) بتمديد مدة سريان مفعول حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني لمواجهة تفشي فيروس كورونا - كوفيد 19 (ج.ر عدد 6898 مكرر بتاريخ 09 يوليو 2020)	
ظهير شريف رقم 1.20.73 صادر في 4 ذي الحجة 1441 (25 يوليو 2020) بتنفيذ القانون رقم 36.20 القاضي بتحويل صندوق الضمان المركزي إلى شركة مساهمة. (ج.ر عدد 6903 بتاريخ 27 يوليو 2020).	مرسوم رقم 2.20.456 صادر في 17 من ذي القعدة 1441(9 يوليو 2020) بتمديد مدة سريان مفعول حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني لمواجهة تفشي فيروس كورونا - كوفيد 19 (ج.ر عدد 6898 مكرر بتاريخ 09 يوليو 2020)	
ظهير شريف رقم 1.20.74 صادر في 4 ذي الحجة 1441(25 يوليو 2020) بتنفيذ القانون رقم 44.20 بتغيير وتتميم القانون رقم 103.12المتعلق بمؤسسات الائتمان والهيئات المعتبرة في حكمها. (ج.ر عدد 6903 بتاريخ 27 يوليو 2020)	مرسوم بقانون رقم 2.20.503 صادر في 17 من ذي الحجة 1441 7(أغسطس 2020) بتتميم المرسوم بقانون رقم 2.20.292 الصادر في 28 من رجب 1441(23 مارس 2020) المتعلق بسن أحكام خاصة بحالة الطوارئ الصحية وإجراءات الإعلان عنها) ج.ر عدد 6906 مكرر بتاريخ 08 أغسطس 2020).	
ظهير شريف رقم 1.20.69 صادر في 4 ذي الحجة 1441 (25 يوليو 2020) بتنفيذ القانون رقم 05.20 المتعلق بالأمن السيبراني	مرسوم رقم 528.20.2 صادر في 22 من ذي الحجة 1441(12 أغسطس 2020) بإحداث حساب مرصد ألمور خصوصية يحمل اسم» صندوق الاستثمار الاستراتيجي» (ج.ر عدد 6908 بتاريخ 13 أغسطس 2020).	
ظهير شريف رقم1.20.67 صادر في 4 ذي الحجة 1441(25 يوليو 2020) بتنفيذ القانون رقم 20.42 بتغيير المرسوم بقانون رقم 2.20.292 الصادر في 28 من رجب 1441(23 مارس 2020) المتعلق بسن أحكام خاصة بحالة الطوارئ الصحية وإجراءات الإعلان عنها...	مرسوم رقم 2.20.572 صادر في 22 من ذي الحجة 1441(12 أغسطس 2020) لتطبيق أحكام المادة الرابعة المكررة من المرسوم بقانون رقم 2.20.292 الصادر في 28 من رجب 1441(23 مارس 2020) المتعلق بسن أحكام خاصة بحالة الطوارئ الصحية وإجراءات الإعلان عنها. (ج.ر عدد 6908 بتاريخ 13 أغسطس 2020).	
	مرسوم رقم 2.20.631 صادر في 20 من محرم 1442(9 سبتمبر 2020) بتمديد مدة سريان مفعول حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني لمواجهة تفشي فيروس كورونا - كوفيد 19. (ج.ر عدد 6915 مكرر بتاريخ 09 سبتمبر 2020).	
	مرسوم بقانون رقم 605.20.2 صادر في 26 من محرم 1442 (15 سبتمبر 2020) بسن تدابير استثنائية لفائدة بعض المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم وبعض فئات العمال المستقلين والأشخاص غير الأجراء المؤمنين لدى الصندوق، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا »كوفيد - 19. (ج.ر عدد 6918 بتاريخ 17 سبتمبر 2020).	

مشاريع ومقترحات القوانين	المراسيم	القرارات
	مرسوم رقم 2.20.664 صادر في 28 من محرم 1442(17 سبتمبر 2020) بتطبيق المرسوم بقانون رقم 2.20.605 بتاريخ 26 من محرم 1442 (15سبتمبر 2020) بسن تدابير استثنائية لفائدة بعض المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم وبعض فئات العمال المستقلين والأشخاص غير الأجراء المؤمنين لدى الصندوق، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا » كوفيد - 19 »فيما يتعلق بقطاع السياحة. (ج.ر عدد 6918 بتاريخ 17 سبتمبر 2020).	
	مرسوم رقم 2.20.711 صادر في 20 من صفر 1442 (8اكتوبر 2020) بتمديد مدة سريان مفعول حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني لمواجهة تفشي فيروس كورونا - كوفيد 19. (ج.ر عدد 6924 مكرر بتاريخ 08 اكتوبر 2020).	
		قرار مشترك لوزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة ووزيرة السياحة والصناعة التقليدية والنقل الجوي والاقتصاد الاجتماعي ووزير الشغل والإدماج المنهي رقم 20.2671 صادر في 6 ربيع الأول 1442(23 أكتوبر 2020) بتطبيق الفقرة الثالثة من المادة السابعة من المرسوم رقم 664.20.2 الصادر في 28 من محرم 1442(17 سبتمبر 2020)بتطبيق المرسوم بقانون رقم 605.20.2 الصادر في 26 من محرم 1442(15 سبتمبر 2020) بسن تدابير استثنائية لفائدة بعض المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم وبعض فئات العمال المستقلين والأشخاص غير الأجراء المؤمنين لدى الصندوق، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا »كوفيد - 19 « على العاملين بالقطاع السياحي. (ج.ر عدد 1693 مكرر بتاريخ 2 نوفمبر 2020).
		قرار لوزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 2582.20 صادر في 27 من صفر 1442(15 أكتوبر 2020) بتمديد التدابير المؤقتة ضد ارتفاع أسعار الكمامات الواقية الموجهة للاستعمال الطبي. (ج.ر عدد 6932 مكرر بتاريخ 05 نوفمبر 2020).
	مرسوم رقم 2.20.788 صادر في 19 من ربيع الأول 1442(5 نوفمبر 2020) بتمديد مدة سريان مفعول حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني لمواجهة تفشي فيروس كورونا - كوفيد 19. (ج.ر عدد 6933 مكرر بتاريخ 09 نوفمبر 2020).	

مشاريع ومقترحات القوانين	المراسيم	القرارات
	مرسوم رقم 2.20.882 صادر في 18 من ربيع الآخر 1442 (4 ديسمبر 2020) بتمديد مدة سريان مفعول حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني لمواجهة تفشي فيروس كورونا - كوفيد 19. (ج.ر عدد 6941 مكرر بتاريخ 07 ديسمبر 2020).	قرار مشترك لوزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة ووزيرة السياحة والصناعة التقليدية والنقل الجوي والاقتصاد الاجتماعي ووزير الشغل والإدماج المنهي رقم 20.2934 صادر في 8 ربيع الآخر 1442(24 نوفمبر 2020) بتغيير القرار المشترك لوزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة ووزيرة السياحة والصناعة التقليدية والنقل الجوي والاقتصاد الاجتماعي ووزير الشغل والإدماج المنهي رقم 20.2671 الصادر في 6 ربيع الأول1442 23(أكتوبر 2020)بتطبيق الفقرة الثالثة من المادة السابعة من المرسوم رقم 664.20.2 الصادر في 28 من محرم 1442(17 سبتمبر 2020) بتطبيق المرسوم بقانون رقم 605.20.2 الصادر في 26 من محرم 1442 15(سبتمبر 2020)بسن تدابير استثنائية لفائدة بعض المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم وبعض فئات العمال المستقلين والأشخاص غير الأجراء المؤمنين لدى الصندوق، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا » كوفيد - 19»، فيما يتعلق بقطاع السياحة. (ج.ر عدد 6939 مكرر بتاريخ 30 نوفمبر 2020).
ظهير شريف رقم 1.20.103 صادر في 16 من جمادى الأولى 1442 (31 ديسمبر 2020) بتنفيذ القانون رقم 76.20 القاضي بإحداث "صندوق محمد السادس للاستثمار"	مرسوم رقم 2.20.960 صادر 23 من جمادى الأولى 1442 (7 يناير 2021) بتمديد مدة سريان مفعول حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني لمواجهة تفشي فيروس كورونا - كوفيد 19. (ج.ر عدد 6950 بتاريخ 7 يناير 2021).	قرار مشترك لوزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة ووزير الشغل والإدماج المهنة رقم 3292.20 صادر في 16 جمادى الأولى 1442 (31 ديسمبر 2020) بتمديد الأجل المحدد في الفقرة الأولى من المادة السابعة من المرسوم رقم 2.20.877 بتاريخ 24 من ربيع الآخر 1442 (10 ديسمبر 2020) بتطبيق المرسوم بقانون رقم 2.20.605 بتاريخ 26 من محرم 1442 (15 سبتمبر 2020) بسن تدابير استثنائية لفائدة بعض المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم وبعض فئات العمال المستقلين والأشخاص غير الأجراء المؤمنين لدى الصندوق، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا » كوفيد - 19 »فيما يخص تموين الحفلات وتعهد المناسبات والتظاهرات . (ج.ر عدد 6950 بتاريخ 7 يناير 2021).
ظهير شريف رقم 1.21.01 صادر في 22 من جمادى الآخرة 1442 (5 فبراير 2021) بتنفيذ القانون رقم 02.21 الرامي إلى تغيير وتتميم المادتين 32 و256 من القانون رقم 65.99 المتعلق بمدونة الشغل الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.03.194 بتاريخ 14 من رجب 1424 (11 سبتمبر 2003) كما تم تغييره. (ج.ر عدد 6959 مكرر بتاريخ 9 فبراير 2021).	مرسوم رقم 2.21.69 صادر في 22 من جمادى الآخرة 1442 (5 فبراير 2021) بتمديد مدة سريان مفعول حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني لمواجهة تفشي فيروس كورونا - كوفيد 19. (ج.ر عدد 6959 بتاريخ 8 فبراير 2021).	قرار مشترك لوزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة ووزير الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات ووزير الصناعة والتجارة والاقتصاد الأخضر والرقمي ووزير الشغل والإدماج المهنة رقم 182.21 صادر في 7 جمادى الأولى 1442 (22 ديسمبر 2020) بتمديد الأجل المحدد في الفقرة الأولى من المادة السابعة من المرسوم رقم 2.20.877 بتاريخ 24 من ربيع الآخر 1442 (10 ديسمبر 2020) بتطبيق المرسوم بقانون رقم 2.20.605 بتاريخ 26 من محرم 1442 (15 سبتمبر 2020) بسن تدابير استثنائية لفائدة بعض المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم وبعض فئات العمال المستقلين والأشخاص غير الأجراء المؤمنين لدى الصندوق، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا » كوفيد - 19 »فيما يتعلق بالقطاع الفرعي لفضاءات الترفيه والألعاب . ج.ر عدد 6956 بتاريخ 28 يناير 2021).

مشاريع ومقترحات القوانين	المراسيم	القرارات
	مرسوم رقم 2.21.83 صادر في 19 من رجب 1442 (3 مارس 2021) بتطبيق المرسوم بقانون رقم 2.20.605 بتاريخ 26 من محرم 1442 15(سبتمبر 2020) بسن تدابير استثنائية لفائدة بعض المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم وبعض فئات العمال المستقلين والأشخاص غير الأجراء المؤمنين لدى الصندوق، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا "كوفيد - 19 «، فيما يخص القطاع الفرعي المتعلق بالقاعات الخاصة المخصصة للرياضة (ج.ر عدد 6966 بتاريخ 4 مارس 2021).	
	مرسوم رقم 2.21.84 صادر في 19 من رجب 1442 (3 مارس 2021) بتطبيق المرسوم بقانون رقم 2.20.605 بتاريخ 26 من محرم 1442 15(سبتمبر 2020) بسن تدابير استثنائية لفائدة بعض المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم وبعض فئات العمال المستقلين والأشخاص غير الأجراء المؤمنين لدى الصندوق، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا "كوفيد - 19 «، فيما يخص القطاع الفرعي المتعلق بدور الحضانة الخاصة (ج.ر عدد 6966 بتاريخ 4 مارس 2021).	
	مرسوم رقم 2.21.85 صادر في 19 من رجب 1442 (3 مارس 2021) بتطبيق المرسوم بقانون رقم 2.20.605 بتاريخ 26 من محرم 1442 15(سبتمبر 2020) بسن تدابير استثنائية لفائدة بعض المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم وبعض فئات العمال المستقلين والأشخاص غير الأجراء المؤمنين لدى الصندوق، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا "كوفيد - 19 «، فيما يخص القطاع الفرعي المتعلق بالصناعات الثقافية والإبداعية (ج.ر عدد 6966 بتاريخ 4 مارس 2021).	
ظهير شريف رقم 1.21.15 صادر في 10 رجب 1442(22 فبراير 2021) بتنفيذ القانون رقم 20.63 القاضي بالمصادقة على المرسوم بقانون رقم. 2.20.503 الصادر في 17 من ذي الحجة 1441(7 أغسطس 2020) بتتميم المرسوم بقانون رقم 292.20.2 الصادر في 28 من رجب 1441)23 مارس 2020)المتعلق بسن أحكام خاصة بحالة الطوارئ الصحية وإجراءات الإعلان عنها (ج.ر عدد 6966 بتاريخ 4 مارس 2021).	مرسوم رقم 2.21.132 صادر في 21 من رجب 1442(5 مارس 2021) بتمديد مدة سريان مفعول حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني لمواجهة تفشي فيروس كورونا - كوفيد 19 (ج.ر عدد 6967 بتاريخ 8 مارس 2021).	
ظهير شريف رقم 1.21.26 صادر في 10 رجب 1442(22 فبراير 2021) بتنفيذ القانون رقم 64.20 القاضي بالمصادقة على المرسوم بقانون رقم 2.20.605بتاريخ 26 من محرم 1442 15(سبتمبر 2020) بسن تدابير استثنائية لفائدة بعض المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم وبعض فئات العمال المستقلين والأشخاص غير الأجراء المؤمنين لدى الصندوق، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا "كوفيد- 19 " (ج.ر عدد 6967 بتاريخ 8 مارس 2021).	مرسوم رقم 2.21.155 صادر في 10 شعبان 1442(24 مارس 2021) بتطبيق المرسوم بقانون رقم 2.20.605 بتاريخ 26 من محرم 1442 15(سبتمبر 2020) بسن تدابير استثنائية لفائدة بعض المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم وبعض فئات العمال المستقلين والأشخاص غير الأجراء المؤمنين لدى الصندوق، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا "كوفيد - 19 " ، فيما يخص القطاع الفرعي المتعلق بالمطاعم (ج.ر عدد 6972 بتاريخ 25 مارس 2021).	قرار لوزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 21.718 صادر في 28من رجب 1442(12 مارس 2021)يتعلق باستمرار العمل بالتدابير المؤقتة المتخذة ضد ارتفاع أسعار المطهرات الكحولية (ج.ر عدد 6972 بتاريخ 25 مارس 2021).

مشاريع ومقترحات القوانين	المراسيم	القرارات
ظهير شريف رقم 1.21.16 صادر في 10 رجب 1442 (22 فبراير 2021) بتنفيذ القانون رقم 69.20 يقضي بالمصادقة على المرسوم بقانون رقم 2.20.690 الصادر في 12 من صفر 1442 (30 سبتمبر 2020) بسن أحكام استثنائية تتعلق بالغرامات المالية الواجب أداؤها لاسترجاع إمكانية إصدار الشيكات (ج.ر عدد 6966 بتاريخ 4 مارس 2021).	مرسوم رقم 2.21.157 صادر في 17 من شعبان 1442(31 مارس 2021) بتطبيق المرسوم بقانون رقم 2.20.605 بتاريخ 26 من محرم 1442(15 سبتمبر 2020) بسن تدابير استثنائية لفائدة بعض المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم وبعض فئات العمال المستقلين والأشخاص غير الأجراء المؤمنين لدى الصندوق، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا "كوفيد-19"، فيما يتعلق بقطاع السياحة (ج.ر عدد 6974 مكرر بتاريخ فاتح أبريل 2021).	قرار لوزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 825.21 صادر في 15 من شعبان 1442(29 مارس 2021) بتمديد التدابير المؤقتة المتخذة ضد ارتفاع أسعار الكمامات الواقية (ج.ر عدد 6974 مكرر بتاريخ فاتح أبريل 2021).
	مرسوم رقم 2.21.210 صادر في 25 من شعبان 1442(8 أبريل 2021) بتمديد مدة سريان مفعول حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني لمواجهة تفشي فيروس كورونا - كوفيد 19 (ج.ر عدد 6976 مكرر بتاريخ 8 أبريل 2021).	
ظهير شريف رقم 1.21.37 صادر في 8 رمضان 1442(21 أبريل 2021) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 07.21 القاضي بتغيير القانون التنظيمي رقم 11.29 المتعلق بالأحزاب السياسية.	مرسوم رقم 2.21.227 صادر في 8 رمضان 1442 (2 أبريل 2021) بتطبيق المرسوم بقانون رقم 2.20.605 بتاريخ 26 من محرم 1442) 15 سبتمبر 2020) بسن تدابير استثنائية لفائدة بعض المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم وبعض فئات العمال المستقلين والأشخاص غير الأجراء المؤمنين لدى الصندوق، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا "كوفيد – 19"، فيما يخص القطاعات الفرعية المتعلقة بتموين الحفلات وتعهد المناسبات والتظاهرات (ج.ر عدد 6980 بتاريخ 22 ماي 2021).	
ظهير شريف رقم 41.21.1 صادر في 8 رمضان 1442(21 أبريل 2021) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 21.06 القاضي بتغيير وتتميم القانون التنظيمي رقم 11.59 المتعلق بانتخاب أعضاء مجالس الجماعات الترابية.	مرسوم رقم 2.21.228 صادر في 8 رمضان 1442 (2 أبريل 2021) بتطبيق المرسوم بقانون رقم 2.20.605 بتاريخ 26 من محرم 1442) 15 سبتمبر 2020) بسن تدابير استثنائية لفائدة بعض المشغلين المنخرطين بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والعاملين لديهم المصرح بهم وبعض فئات العمال المستقلين والأشخاص غير الأجراء المؤمنين لدى الصندوق، المتضررين من تداعيات تفشي جائحة فيروس كورونا "كوفيد – 19"، فيما يتعلق بالقطاع الفرعي لفضاءات الترفيه والألعاب (ج.ر عدد 6980 بتاريخ 22 ماي 2021).	
ظهير شريف رقم 1.21.40 صادر في 8 رمضان 1442(21 أبريل 2021) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 21.05 القاضي بتغيير وتتميم القانون التنظيمي رقم 11.28 المتعلق بمجلس المستشارين (ج.ر عدد 6987 بتاريخ 17 ماي 2021).	مرسوم رقم 2.21.304 صادر في 23 من رمضان 1442(6 ماي 2021) بتمديد مدة سريان مفعول حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني لمواجهة تفشي فيروس كورونا - كوفيد 19. (ج.ر عدد 6984 بتاريخ 6 ماي 2021).	
ظهير شريف رقم 1.21.39 صادر في 8 رمضان 1442 (21 أبريل 2021) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 21.04 القاضي بتغيير وتتميم القانون التنظيمي رقم 11.27 المتعلق بمجلس النواب (ج.ر عدد 6987 بتاريخ 17 ماي 2021).	مرسوم رقم 2.21.420 صادر في 23 من شوال 1442(4 يونيو 2021) بتمديد مدة سريان مفعول حالة الطوارئ الصحية بسائر أرجاء التراب الوطني لمواجهة تفشي فيروس كورونا - كوفيد 19 (ج.ر عدد 6993 بتاريخ 7 يونيو 2021).	قرار لوزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 1031.21 صادر في 30 من شعبان 1442 (13 أبريل 2021) باتخاذ تدابير مؤقتة ضد ارتفاع أسعار الكمامات الواقية الموجهة للاستعمال الطبي (ج.ر عدد 6981 بتاريخ 26 أبريل 2021).

2. متابعات قضائية بالمغرب وفرنسا

حنان الصالحي
مستشارة قانونية
بالأمانة العامة للحكومة

أولا: المغرب

صدر عن المحكمة الدستورية باسم جلالة الملك وطبقا للقانون خلال الفترة الممتدة بين شهري مارس ويونيو من السنة الجارية، القرارات التالية:

القرار رقم 21/115

صرحت المحكمة الدستورية في قرارها رقم 21/115 م.د الصادر بتاريخ 11 مارس 2021 في الملف عدد065/21 ، بأن ما ورد في القانون المتعلق بإلغاء وتصفية نظام المعاشات المحدث لفائدة أعضاء مجلس النواب بموجب القانون رقم 24.92 ، ليس فيه ما يخالف الدستور.

وعللت المحكمة الدستورية قرارها في شأن "الدفع" بتجريح ثلاثة أعضاء للمحكمة الدستورية، بدعوى أنهم كانوا، قبل عضويتهم بهذه المحكمة، أعضاء بمجلس النواب لولاية تشريعية أو أكثر، مما أكسبهم صفة المنخرطين في نظام المعاشات المحدث لفائدة أعضاء مجلس النواب، بموجب القانون رقم 24.92، بأن "ضمانتي حياد واستقلالية" أعضاء المحكمة الدستورية، المترتبتين عن الطبيعة القضائية للمحكمة المذكورة، متلازمتان وأمران واجبان في مجال مباشرة المحكمة لسائر أعمالها، وعليه، فإن أعضاء المحكمة الدستورية الثلاثة المشار إليهم في "دفع" الجهة المحيلة، ارتأوا، بمجرد علمهم بإحالة القانون المعروض، التنحي بصفة تلقائية عن البت في دستوريته، مما أصبح معه "دفع" الجهة المحيلة بتجريحهم، غير ذي موضوع.

كما أوضحت المحكمة الدستورية فيما يتعلق الدفع" بعدم اندراج القانون، موضوع الإحالة، سواء في شكله القانوني الخارجي أو في موضوعه، ضمن الميادين التي يختص القانون بالتشريع فيها بمقتضى أحكام الفصل 71 من الدستور، ولا ضمن المجال التنظيمي المنصوص عليه في الفصل 72 من الدستور"، بأنه لا محل للنظر في طلب تغيير الشكل الخارجي للقانون المحال.

وفيما يتعلق الدفع" بعدم مشاركة الحكومة في المسطرة التشريعية المتبعة لإقرار القانون المحال"، اعتبرت المحكمة الدستورية أنه لم يثبت، من فحص الإجراءات المتبعة لإقرار القانون المعروض، وجود ما حال بين الحكومة وتفعيل الإمكانيات والحقوق التي خولها الدستور إياها، بخصوص المسطرة التشريعية، أو ما أخل بصدقية النقاش البرلماني المستخلص من مطلع الفقرة الأولى من الفصل 6 من الدستور، الذي ينص على "أن القانون هو أسمى تعبير عن إرادة الأمة"، مما تكون معه الإجراءات المتبعة لإقرار القانون المحال مطابقة للدستور.

أما فيما يخص الدفع المتعلق بعدم "مراعاة المبادئ الدستورية المقررة في تنظيم المال العام ودور المجلس الأعلى للحسابات في الموضوع"، فقد أوضحت المحكمة الدستورية أن الدستور أسند للمجلس الأعلى للحسابات "ممارسة المراقبة العليا على تنفيذ قوانين المالية" والتحقق من "سلامة العمليات المتعلقة بمداخيل ومصاريف الأجهزة الخاضعة لمراقبته بمقتضى القانون" وتقييم "كيفية تدبيرها لشؤونها" (الفقرة الثالثة من الفصل 147)، بصفته "الهيأة العليا لمراقبة المالية العمومية" (الفقرة الأولى من الفصل 147)، وعليه، فإنه لا يوجد في الدستور ما يحول دون إحداث المشرع، بناء على أحكام الفصلين71 أو 159 من الدستور، لأشخاص اعتبارية من أشخاص القانون العام، يعهد إليها بالتدبير أو الرقابة أو ضبط أنظمة الاحتياط الاجتماعي، حسب الحالة، أو أن يعهد بتصفية نظام المعاشات إلى مؤسسة يتم التعاقد معها، كما تم التنصيص عليه في المادة 7 من القانون المحال.

كما صرحت المحكمة الدستورية أيضا بعدم الاختصاص بالنظر فيما يتعلق بتوقيف الإجراءات التشريعية للقراءة الأولى لمجلس النواب، المتعلقة بمقترح القانون بشأن إلغاء وتصفية نظام المعاشات المحدث لفائدة أعضاء مجلس المستشارين.

وعليه، قررت المحكمة الدستورية بأن القانون بشأن إلغاء وتصفية نظام المعاشات المحدث لفائدة أعضاء مجلس النواب، ليس فيه ما يخالف الدستور، وأمرت بتبليغ نسخة من قرارها هذا إلى السيد رئيس الحكومة، وبنشره في الجريدة الرسمية.

القرار رقم 21/116

صرحت المحكمة الدستورية في قرارها رقم 21/116 م.د الصادر بتاريخ 31 مارس 2021 في الملف عدد 071/21 بان ما ورد في القانون التنظيمي رقم 08.21 القاضي بتغيير وتتميم القانون التنظيمي رقم 02.12 المتعلق بالتعيين في المناصب العليا، تطبيقا لأحكام الفصلين 49 و92 من الدستور، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.12.20 بتاريخ 27 من شعبان 1433 (17 يوليو 2012) كما وقع تغييره وتتميمه، ليس فيه ما يخالف الدستور.

وعللت المحكمة الدستورية قرارها على أن القانون التنظيمي رقم 08.21 السالف الذكر، يتكون من مادة فريدة، تنص على تغيير وتتميم الملحقين رقم 1 و2 المرفقين بالقانون التنظيمي رقم 02.12، والمتعلقين على التوالي بلائحة المؤسسات والمقاولات العمومية الاستراتيجية التي يتم التداول في تعيين مسؤوليها في المجلس الوزاري، وبلائحة تتميم المناصب العليا التي يتم التداول في شأنها في مجلس الحكومة، وحيث إن الدستور، فيما ينص عليه في الفصل 49 منه، من أن لائحة المؤسسات والمقاولات العمومية الاستراتيجية تحدد بقانون تنظيمي، يكون قد أسند إلى المشرع صلاحية تقدير ما يندرج منها وما لا يندرج في مضمار المؤسسات والمقاولات العمومية، وهي صلاحية ليس للمحكمة الدستورية التعقيب عليها، طالما أن ممارستها لا يعتريها خطأ بين في التقدير، مما تكون معه التعديلات المذكورة ليس فيها ما يخالف الدستور.

وأمرت بتبليغ نسخة من قرارها هذا إلى السيد رئيس الحكومة، وبنشره في الجريدة الرسمية.

القرار رقم 21/117

صرحت المحكمة الدستورية في قرارها رقم 21/117 م.د بتاريخ 31 مارس 2021 في الملف عدد 070/21 بأن ما ورد في القانون التنظيمي رقم 07.21 القاضي بتغيير القانون التنظيمي رقم 29.11 المتعلق بالأحزاب السياسية كما وقع تغييره وتتميمه، ليس فيه ما يخالف الدستور.

وعللت المحكمة قرارها بأن القانون التنظيمي رقم 07.21، المعروض عليها، يتكون من مادة فريدة، تغير وتتمم أحكام المواد 31 و32 و42 و43 و44 و45 و66 (الفقرة الثانية) من القانون التنظيمي المذكور، حيث تبين لها أن المادة 31 في صيغتها المعدلة أضافت موارد جديدة لفائدة الأحزاب السياسية، ورفعت من سقف المبلغ الإجمالي أو القيمة الإجمالية للهبات والوصايا والتبرعات النقدية أو العينية، لكل واحدة منها إلى 600.000 درهم في السنة بالنسبة لكل متبرع، وأجازت "لكل حزب سياسي أن يؤسس شركة للتواصل وللأنشطة الرقمية شريطة أن يكون رأسمالها مملوكا كليا له، من أجل استثمارها في أنشطته والحصول على عائدات مالية من خدماتها". واعتبرت أن تمكين الأحزاب السياسية من النهوض بوظائفها الدستورية، يقتضي توفرها على موارد مالية يكون مصدرها إما دعما عموميا، أو تمويلا ذاتيا عن طريق مساهمات المنخرطين بها أو من منتخبيها، أو نتاج كل الصيغ الممكنة للتبرعات، شريطة ألا تتجاوز سقفا معينا أو عائدات شركة تمتلك رأسمالها كليا، متخصصة في مجال مرتبط بالوظائف المخولة للأحزاب السياسية

وفي شأن المادة 32، أوضحت المحكمة الدستورية أنه ليس في الفقرتين الأولى والثانية من المادة ما يخالف الدستور، مشيرة إلى أن الفقرة الأولى راعت فيما يخص استفادة الأحزاب السياسية من الدعم المالي للدولة، شرط المشاركة في الانتخابات العامة التشريعية، وتغطية نسب معينة من الدوائر الانتخابية المحلية والجهوية الخاصة بانتخاب أعضاء مجلس النواب، وهوما ينسجم مع الوظائف الدستورية الموكولة للأحزاب السياسية، والتي تهم تأطير المواطنات والمواطنين، وتعزيز انخراطهم في الحياة الوطنية، وتدبير الشأن العام والمساهمة في التعبير عن إرادة الناخبين.

وبخصوص الفقرات الثالثة والخامسة والسادسة من المادة ذاتها، قضت المحكمة الدستورية أنه ليس في المعايير المحددة لتوزيع الدعم العمومي المخول للأحزاب السياسية، ولا في الدعم السنوي الإضافي المرصود لها، ما يخالف الدستور.

وبخصوص المادة 43، عللت المحكمة أن الأحكام المذكورة ترمي إلى إرساء مقومات تدبير شفاف لمساهمة الدولة في تمويل الحملات الانتخابية، وإلى ضمان استخدام الأموال العمومية في الغايات المخصصة والمرصودة لها، موضحة أن فقدان حزب سياسي حقه في الاستفادة من الدعم العمومي، في حالة عدم إرجاعه للمبالغ غير المستحقة، وغير المستعملة من الدعم، تبرره ضرورة صون وحماية المال العام وما يتطلبه مبدأ ربط المسؤولية بالمحاسبة، وبالتالي ليس في المادة ما يخالف الدستور.

وحول المادتين 44 و45، أوضحت المحكمة أنهما تقران التزامات يتطلبها تقديم الحساب السنوي وحساب الحملة الانتخابية، من قبل الأحزاب السياسية، وآجال محددة يتعين التقيد بها في ذلك، وإحداث مسطرة للإعذار، مع تحديد الحالات التي تستوجبها، تكون قد أحاطت

جزاء فقدان الحق في الاستفادة من التمويل العمومي بكافة الضمانات المطلوبة. وأشارت إلى أن هذا الجزاء يبقى مؤقتا ومرتبطا بوجود الإخلال، واستمرار عدم التقيد بالالتزامات الواردة في المادتين المعنيتين، وأن تصحيحه يترتب عنه، في المقابل، استرداد الحزب المعني لحقه في الاستفادة من التمويل العمومي ابتداء من التاريخ الذي يثبت فيه لدى الجهة المكلفة بصرف التمويل العمومي تسوية وضعيته تجاه الخزينة، لافتة إلى أنه ليس في أحكام المادتين 44 و45 ما يخالف الدستور.

وفيما يتعلق بالمادة 66، بينت المحكمة أن التعديل المدخل على هذه المادة، في فقرتها الثانية، استوجبه إحداث انسجام مع التغيير الذي طرأ على مبلغ القيمة الإجمالية، الذي يجب ألا تتعداه الهبات والوصايا والتبرعات النقدية أو العينية، في السنة بالنسبة لكل متبرع، والمحددة في 600.000 درهم، مما تكون معه أحكامها ليس فيها ما يخالف الدستور .

وأمرت بتبليغ نسخة من قرارها هذا إلى السيد رئيس الحكومة، وبنشره في الجريدة الرسمية.

القرار رقم 21/118

صرحت المحكمة الدستورية في قرارها رقم 21/118 م.د الصادر بتاريخ 7 أبريل 2021 في الملف عدد 067/21 بان ما ورد في القانون التنظيمي رقم 04.21 بتغيير وتتميم القانون التنظيمي رقم 27.11 المتعلق بمجلس النواب كما وقع تغييره وتتميمه، ليس فيه ما يخالف الدستور.

وأوضحت المحكمة أن القانون التنظيمي رقم 04.21، المعروض عليها، القاضي بتغيير وتتميم القانون التنظيمي رقم 27.11 المتعلق بمجلس النواب، يتكون من مواد ثلاث، الأولى، تغير وتتمم أحكام المواد الأولى و5 و12 (الفقرتان الأولى والثانية) و13 (الفقرة الثانية) و22 (الفقرة الأولى) و23 و24 (فقرة سابعة مضافة) و43 و50 (الفقرتان الأولى والثانية) و71 (الفقرة الثانية) و77 (الفقرة الأولى-البند الخامس) و78 (الفقرات الرابعة والخامسة والسادسة) و79 و80 و83 (الفقرة الثالثة) و84 و85 و86 (الفقرتان الثانية والثالثة) و87 و88 (الفقرتان الأولى والثانية) و91 و93 و94 و95 و96 من القانون التنظيمي المذكور.

فيما المادة الثانية تتمم القانون التنظيمي المذكور، بالمادة 12 المكررة، بينما الثالثة تنص على مقتضى يتعلق بالانتقال من "الدائرة الانتخابية الوطنية" إلى "الدوائر الانتخابية الجهوية".

وقضت المحكمة الدستورية بعد فحصها لهذه التعديلات أنها تكتسي صبغة قانون تنظيمي، وفقا لأحكام الفصل 62 من الدستور، وأنه ليس فيها ما يخالف الدستور.

وفيما يخص الفقرة الثانية من المادة 84 المتعلقة بالقاسم الانتخابي، عللت المحكمة قرارها أن الدستور لا يتضمن أية قاعدة صريحة ، تتعلق بطريقة احتساب القاسم الانتخابي، الامر الذي يكون معه هذا الاخير، من المواضيع التي ينفرد المشرع بتحديدها، وحيث إن الدستور يكون ، قد جعل موضوع "النظام الانتخابي" لأعضاء مجلس النواب ضمن مجال التشريع، حيث أدرجه ضمن المشمولات التي ينفرد القانون التنظيمي بتحديدها، ويؤول أمر سن الأحكام المتعلقة بها حصريا إلى المشرع، وفق سلطته التقديرية، والتي لا يمكن للمحكمة الدستورية التعقيب عليها طالما لم تخالف أحكام الدستور.

وأمرت المحكمة الدستورية بتبليغ نسخة من قرارها هذا إلى السيد رئيس الحكومة، وبنشره في الجريدة الرسمية.

القرار رقم 21/119

صرحت المحكمة الدستورية في قرارها رقم 21/119 م.د الصادر بتاريخ 08 أبريل 2021 في الملف عدد 068/21 بأن ما ورد في القانون التنظيمي رقم 05.21 القاضي بتغيير وتتميم القانون التنظيمي رقم 28.11 المتعلق بمجلس المستشارين كما وقع تغييره وتتميمه، ليس فيه ما يخالف الدستور.

وأوضحت المحكمة الدستورية في قرارها على أن القانون التنظيمي لمجلس المستشارين المعروض عليها ، يتكون من ثلاث مواد، المادة الأولى، تغير وتتمم أحكام المواد 13 (الفقرتان الأولى والثانية) و14 (الفقرة الثانية) و24 و25 و26 و30 (الفقرة الأولى) و43 و87 و91 (الفقرة الأولى) و92 و94 و95 و96 و97 من القانون التنظيمي28.11 السالف الذكر، والمادة الثانية، تغير عنوان الفرع الأول من الباب السابع، من القانون التنظيمي المذكور، ليصبح كالآتي "إشعار الناخبين بأماكن التصويت وورقة التصويت"، بينما المادة الثالثة، تتمم أحكام القانون التنظيمي السالف الذكر، بالمادتين 13 المكررة و70.

وقررت المحكمة الدستورية بعد فحصها لهذه التعديلات أنها تكتسي صبغة قانون تنظيمي، وفقا لأحكام الفصل 63 من الدستور، وبالتالي ليس فيها ما يخاف الدستور.

وأمرت المحكمة الدستورية بتبليغ نسخة من قرارها هذا إلى السيد رئيس الحكومة، وبنشره في الجريدة الرسمية.

القرار رقم 21/120

صرحت المحكمة الدستورية في قرارها رقم 21/120 الصادر بتاريخ 08 أبريل 2021 في الملف عدد 069/21 بأن ما ورد في القانون التنظيمي رقم 06.21 والقاضي بتغيير وتتميم القانون التنظيمي رقم 59.11 المتعلق بانتخاب أعضاء مجالس الجماعات الترابية كما وقع تغييره وتتميمه، ليس فيه ما يخالف الدستور.

وعللت المحكمة الدستورية قرارها على أن القانون التنظيمي لانتخاب أعضاء مجالس الجماعات الترابية المعروض عليها يتكون من مواد ثلاث، المادة الأولى، تغير وتتمم أحكام المواد 8 (فقرة سادسة مضافة) و24 (الفقرة الثالثة) و46 و92 و103 (فقرة ثانية مضافة) و110 (الفقرة الأولى) و111 و119 و127 و130 و134 و139 و153 و155 و156 و157 و158 و159 و160 من القانون التنظيمي المذكور، والمادة الثانية، تنسخ أحكام المادة 128 المكررة من القانون التنظيمي المذكور، وتعوضها بأحكام جديدة، فيما المادة الثالثة، تتمم القانون التنظيمي المذكور بالمادة 14 .

وقضت المحكمة الدستورية، بعد فحصها لهذه التعديلات، أنها تكتسي صبغة قانون تنظيمي، وفقا لأحكام البند الأول من الفصل 146 من الدستور، وبالتالي ليس فيها ما يخالف الدستور.

وأمرت بتبليغ نسخة من قرارها هذا إلى السيد رئيس الحكومة، وبنشره في الجريدة الرسمية.

ثانيا: فرنسا

Au regard du grand nombre de décisions et d'arrêts rendus par les juridictions françaises, nous nous contentons, comme dans nos précédentes chroniques, de rendre compte des décisions et ordonnances les plus marquantes redues respectivement par le Conseil Constitutionnel et le Conseil d'Etat.

I -Le Conseil constitutionnel

48 arrêts ont été rendus par le conseil constitutionnel durant la période allant du 16 février jusqu'au 25 juin 2021.

Nous signalons en particulier les décisions suivantes :

Décision n° 2021-891 QPC du 19 mars 2021

Le Conseil constitutionnel a été saisi le 4 janvier 2021 par le Conseil d'État d'une QPC relative à la conformité aux droits et libertés que la Constitution garantit du paragraphe III de l'article L. 253-8 du code rural et de la pêche maritime.

Les parties requérantes reprochaient à ces dispositions de méconnaître l'article 7 de la Charte de l'environnement, relatif à la participation du public à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement. Elles soutenaient notamment que le législateur aurait insuffisamment précisé les conditions de la concertation préalable à l'élaboration des chartes par lesquelles les utilisateurs de produits phytopharmaceutiques s'engagent à respecter certaines mesures de protection des riverains.

Les chartes d'engagements départementales approuvées par l'autorité administrative constituent des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement au sens de l'article 7 de la Charte de l'environnement.

Le Conseil constitutionnel relève que, par les dispositions contestées, le législateur a prévu une procédure particulière de participation du public. La procédure subsidiaire de participation du public prévue par l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement n'est donc pas applicable à l'élaboration de ces chartes. Or, d'une part, les dispositions contestées se bornent à indiquer que la concertation se déroule à l'échelon départemental, sans définir aucune autre des conditions et limites dans lesquelles s'exerce le droit de participation du public à l'élaboration des chartes d'engagements. D'autre part, le fait de permettre que

la concertation ne se tienne qu'avec les seuls représentants des personnes habitant à proximité des zones susceptibles d'être traitées par des produits phytopharmaceutiques, ne satisfait pas les exigences d'une participation « de toute personne » qu'impose l'article 7 de la Charte de l'environnement.

Pour ces motifs, le Conseil juge que les dispositions contestées méconnaissent les exigences constitutionnelles résultant de cet article. Il les déclare en conséquence contraires à la Constitution. Cette déclaration d'inconstitutionnalité est applicable à toutes les affaires non jugées définitivement à la date de publication de la présente décision.

Décision n° 2021-819 DC du 31 mai 2021

(Loi relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire)

Par sa décision n° 2021-819 DC du 31 mai 2021, le Conseil constitutionnel s'est prononcé sur plusieurs dispositions de la loi relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire, dont il avait été saisi par plus de soixante députés.

Au nombre des dispositions critiquées par les députés requérants figuraient notamment les dispositions du paragraphe II de l'article 1er de cette loi permettant au Premier ministre, au cours de la période allant du 2 juin au 30 septembre 2021, de subordonner l'accès à certains lieux, établissements ou événements impliquant de grands rassemblements de personnes pour des activités de loisirs ou des foires ou des salons professionnels à la présentation soit du résultat d'un examen de dépistage virologique ne concluant pas à une contamination par la covid-19, soit d'un justificatif de statut vaccinal concernant la covid-19, soit d'un certificat de rétablissement à la suite d'une contamination par la covid-19.

Les auteurs du recours faisaient valoir, en particulier, que le législateur aurait méconnu l'étendue de sa compétence en employant la notion de « grands rassemblements de personnes » et qu'il aurait dû fixer lui-même un nombre minimal de personnes à compter duquel ce « passe sanitaire » aurait pu être imposé. Il en serait allé de même de la notion d'« activités de loisirs », qui serait insuffisamment déterminée.

Position du conseil constitutionnel :

Le Conseil constitutionnel juge à cet égard que, en réservant l'application des dispositions contestées aux cas de grands rassemblements de personnes, le législateur, qui n'avait pas à déterminer un seuil minimal chiffré, n'a pas méconnu l'étendue de sa compétence. D'autre part, la notion d'activité de loisirs, qui exclut notamment une activité politique, syndicale ou cultuelle, n'est ni imprécise ni ambiguë.

Le Conseil constitutionnel déduit que les griefs tirés de la méconnaissance de l'objectif de valeur constitutionnelle d'accessibilité et d'intelligibilité de la loi et de la méconnaissance par le législateur de l'étendue de sa compétence doivent être écartés.

Le Conseil constitutionnel a été saisi le 2 avril 2021 par la Cour de cassation de trois questions prioritaires de constitutionnalité relatives aux dispositions du code de la santé publique relatives aux conditions dans lesquelles les personnes placées en hospitalisation complète sans consentement peuvent faire l'objet de mesures d'isolement et de contention.

Les requérants et parties intervenantes reprochaient à ces dispositions de méconnaître l'article 66 de la Constitution au motif que, en cas de poursuite des mesures d'isolement et de contention au-delà des durées maximales prévues par le législateur, elles se bornaient à prévoir l'information du juge des libertés et de la détention ainsi que la faculté pour les personnes soumises à ces mesures ou leurs proches de saisir ce juge, sans prévoir un contrôle systématique de ces mesures par ce dernier. Il en aurait résulté que ces mesures auraient pu être mises en œuvre sur de longues périodes en dehors de tout contrôle judiciaire.

À l'aune de ce cadre constitutionnel, le Conseil constitutionnel a relevé, ainsi qu'il l'avait jugé par sa décision n° 2020-844 QPC du 19 juin 2020, que les mesures d'isolement et de contention qui peuvent être décidées dans le cadre d'une hospitalisation complète sans consentement constituent une privation de liberté.

Le Conseil constitutionnel a, en conséquence, jugé contraires à la Constitution lesdites dispositions contestées.

Arrêt n°574 du 7 avril 2021 (21-90.004) - Cour de cassation - Chambre criminelle

Le Conseil constitutionnel a été saisi le 9 avril 2021 par la Cour de cassation (chambre criminelle, arrêt n° 574 du 7 avril 2021), d'une question prioritaire de constitutionnalité.

L'article 495-11-1 du code de procédure pénale, dans sa rédaction issue de la loi du 23 mars 2019 mentionnée ci-dessus, prévoit : « Sans préjudice des cas dans lesquels les conditions prévues au premier alinéa de l'article 495-11 ne sont pas remplies, le président peut refuser l'homologation s'il estime que la nature des faits, la personnalité de l'intéressé, la situation de la victime ou les intérêts de la société justifient une audience correctionnelle ordinaire ou lorsque les déclarations de la victime entendue en application de l'article 495-13 apportent un éclairage nouveau sur les conditions dans lesquelles l'infraction a été commise ou sur la personnalité de son auteur ».

2. متابعات حول مستجدات القانون الأوربي

سارة النصري
متصرفة من الدرجة الثانية
بالأمانة العامة للحكومة

Cette rubrique s'intéresse aux nouveautés juridiques de l'Union Européenne «U.E» ainsi qu'à son actualité jurisprudentielle.

I- Nouveaux textes de «U.E»:

Avant d'entamer notre bref aperçu sur les nouveaux textes, nous avons jugé nécessaire de rappeler les types d'actes juridiques de «U.E»

Encadré 1 : Types d'actes juridiques de l'Union

Types d'actes juridiques	Commentaire
Traités européens	Les traités définissent les objectifs poursuivis par l'Union, les règles de fonctionnement des institutions européennes, les processus décisionnels et les relations entre «U.E» et ses États membres. Ils ont été modifiés à plusieurs reprises pour réformer les institutions européennes, conférer de nouvelles compétences à «U.E» et permettre à de nouveaux pays d'adhérer à l'Union. Les traités sont négociés et adoptés par l'ensemble des États membres avant d'être ratifiés par leurs parlements, parfois à la suite d'un référendum.
Règlements	Les règlements sont des actes législatifs qui s'appliquent, dès leur entrée en vigueur, de manière automatique et uniforme dans tous les pays de «U.E», sans devoir être transposés dans la législation nationale. Ils sont obligatoires dans tous leurs éléments dans tous les pays de «U.E».
Directives	Les directives instaurent une obligation de résultat, mais laissent les États membres libres quant aux moyens d'y parvenir. Les pays de «U.E» doivent adopter des mesures pour intégrer les directives dans leur législation nationale (transposition), afin d'atteindre les objectifs fixés par la directive. Les autorités nationales doivent communiquer ces mesures à la Commission européenne. Les directives doivent être transposées dans le délai fixé lors de leur adoption (généralement dans les 2 ans). Lorsqu'un pays ne transpose pas une directive, la Commission peut engager une procédure d'infraction.
Recommandations	Les recommandations permettent aux institutions européennes de faire connaître leur point de vue et de suggérer une ligne de conduite, sans imposer d'obligation légale à leurs destinataires. Elles ne sont pas contraignantes.
Avis	Un avis est un instrument qui permet aux institutions de «U.E» de faire une déclaration, sans imposer d'obligations juridiques au destinataire. Il n'a pas de valeur contraignante.
Actes délégués	Les actes délégués sont des actes juridiquement contraignants qui permettent à la Commission de compléter ou de modifier des éléments non essentiels des actes législatifs de «U.E», par exemple pour définir des mesures détaillées. La Commission adopte l'acte délégué, qui entre en vigueur si le Parlement et le Conseil ne s'y opposent pas.
Actes d'exécution	Les actes d'exécution sont des actes juridiquement contraignants qui permettent à la Commission — sous la supervision de comités composés de représentants des pays de «U.E» — de fixer des conditions garantissant l'application uniforme de la législation de «U.E».

Pour les textes que nous avons choisis de traiter cette ce première une remarque s'impose : les actes récents de «U.E» se focalisent tous sur le renforcement des dispositions européennes à caractère écologique.

Les nouvelles obligations de la Commission européenne relatives au reporting ESG : la nouvelle stratégie européenne de finance durable

Encadré 2 : Qu'est-ce que le reporting ESG ?

Le reporting ESG présente les données des entreprises sur les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance. Ces critères constituent les piliers d'une gestion responsable, aux côtés du suivi des indicateurs économiques et financiers. Ces derniers, seuls, sont insuffisants pour évaluer la pérennité et la résilience des entreprises.
L'objectif du reporting ESG est donc d'assurer la transparence des entreprises sur ces aspects pour mieux évaluer la gestion de ces risques et plus largement la responsabilité des entreprises vis-à-vis de l'environnement et de ses parties prenantes (salariés, partenaires, sous-traitants, clients, investisseurs...).

La Commission européenne a publié, ce Le 6 juillet 2021, la stratégie de l'Union européenne pour promouvoir la finance durable. Cette feuille de route s'accompagne de deux nouveaux textes:

- **Un projet d'acte délégué** qui complète l'article 8 du règlement de juin 2020 sur la taxonomie des activités vertes ;
- **Un projet de règlement** établissant une norme européenne pour les obligations vertes.

Le règlement sur la taxonomie (article 8) s'appliquera pour la première fois en 2022 sur les reporting extra-financiers ESG publiés au titre de l'exercice 2021, pour les entreprises déjà soumises aux exigences de la directive dite **NFRD de 2014**[9].

Ces dispositions concernent les entreprises de plus de 500 salariés (ou un chiffre d'affaires de plus de 40 millions d'euros) qui se trouvent dans l'obligation de décrire comment et dans quelle mesure leurs activités sont alignées sur la taxonomie verte.

Réforme de la PAC : adoption de l'accord commun sur les textes de la PAC 2023-2027

Les négociateurs ont adopté un changement de politique qui devrait mieux adapter la politique agricole commune (PAC) aux besoins des différents États membres.

Encadré 3 : Contexte de la réforme

La dernière réforme de la politique agricole commune, créée en 1962, remonte à 2013. Les règles de la PAC 2013-2020 ont expiré le 31 décembre 2020, mais elles ont été prolongées et remplacées par des règles transitoires, jusque fin 2022.
La PAC représente moins d'un tiers (31,95% ou 386,6 milliards d'euros) du budget du cadre financier pluriannuel 2021-2027 de l'UE (1 210 milliards d'euros). Environ 70% du budget de la PAC soutient les revenus de six à sept millions d'exploitations agricoles de «U.E».

[9] Directive 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

Les principaux apports de la nouvelle PAC sont :

- Promouvoir une meilleure performance environnementale des exploitations agricoles
- Davantage de fonds pour les petites exploitations et les jeunes agriculteurs, et de meilleures conditions de travail
- Aider les agriculteurs à faire face aux risques et aux crises
- Plus de transparence pour protéger les fonds de «U.E» et des sanctions plus sévères en cas d'infractions répétées

---

L'entrée en vigueur de la directive sur les plastiques à usage unique (SUP)

Encadré 4 : Contexte

La directive (UE) 2019/904 sur les plastiques à usage unique (SUP) a été adoptée en juin 2019 dans le but de prévenir et de réduire l'impact de certains produits en plastique sur l'environnement, en particulier le milieu aquatique, et sur la santé humaine, ainsi que de promouvoir la transition vers une économie circulaire avec des modèles commerciaux, des produits et des matériaux innovants et durables.
Les États membres avaient jusqu'au 3 juillet 2021 pour transposer la directive dans le droit national et adopter les mesures appropriées pour réussir sa mise en œuvre.

La directive SUP prévoit une élimination progressive des plastiques à usage unique, qui seront remplacés par des produits réutilisables. Il concerne également les articles en plastique à usage unique à travers une gamme de mesures politiques complémentaires. Ceci comprend :

- L'interdictions à l'échelle de «U.E» pour 15 articles (par exemple, assiettes, couverts, pailles, tasses en polystyrène expansé, contenants pour aliments et boissons en polystyrène expansé) ;

- L'introduction d'obligations pour les producteurs en matière de gestion des déchets et de nettoyage, notamment les régimes de Responsabilité élargie du producteur (REP) à travers notamment :

i- La réduction de la consommation grâce à des mesures de sensibilisation
ii- L'introduction d'exigences de conception, comme l'obligation de relier les bouchons aux bouteilles
iii- L'introduction d'exigences en matière d'étiquetage afin d'informer les consommateurs sur la teneur en plastique des produits, les pratiques de mise au rebut à éviter et les dégâts causés à la nature si les produits sont jetés dans l'environnement

Les cibles spécifiques sont notamment les suivantes :

- Objectif de 77 % de collecte séparée pour les bouteilles en plastique d'ici 2025, passant à 90 % d'ici 2029 ;
- Incorporation de 25 % de plastique recyclé dans les bouteilles de boissons en PET à partir de 2025 et de 30 % dans toutes les bouteilles de boissons en plastique à partir de 2030.

II- Actualité jurisprudentielle de «U.E»

Pour ne pas déroger à la règle, voici tout d'abord un rappel des principales juridictions européennes

Encadré 6 : Juridictions européennes (CEDH, CJUE)

La justice européenne est assurée par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) et la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). La CJUE dépend de l'Union européenne. La CEDH dépend du Conseil de l'Europe.

1- Cour de justice de l'Union européenne

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a pour mission d'assurer le respect du droit de l'Union européenne. Elle est elle-même composée de 2 juridictions : la Cour de justice et le Tribunal de «U.E».

2- Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)

La Cour européenne des droits de l'homme dépend du Conseil de l'Europe. Elle veille au respect de la Convention européenne des droits de l'homme (droit à un procès équitable, droit au respect de la vie privée et familiale, liberté d'expression...).

Par type d'acte	229 Informations judiciaires
	6 Ordonnance
	1 action Rectificative
Par type de procédure	204 Recours en annulation
	25 Recours de fonctionnaires
	22 Recours en responsabilité
	9 Demande en référé

Devant cette abondance, nous avons choisi de partager avec vous les affaires suivantes :

Recours introduit le 19 mai 2021 — Ortis/Commission
(Affaire T-271/21)
(2021/C 263/44)

Langue de procédure : le français
Parties
Partie requérante : Ortis (Bütgenbach, Belgique) (représentant : A. de Brosses, avocat)
Partie défenderesse : Commission européenne
Conclusions

La requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal: dire et juger que le règlement (UE) no 2021/468 de la Commission méconnaît l'article 6 du règlement (CE) no 178/2002 et l'article 8 du règlement (CE) no 1925/2006; qu'il est dès lors entaché d'erreurs de droit; dire et juger que le règlement (UE) no 2021/468 est entaché de détournement de pouvoir; dire et juger que le règlement (UE) no 2021/468 et son fondement scientifique, l'avis de l'EFSA du 22 novembre 2017, sont entachés d'erreurs manifestes d'appréciation; dire et juger que le règlement (UE) no 2021/468 méconnaît le principe de sécurité juridique; dire et juger que le règlement (UE) no 2021/468 méconnaît le principe de proportionnalité;

En conséquence, annuler le règlement (UE) no 2021/468 de la Commission du 18 mars 2021 modifiant l'annexe III du règlement (CE) no 1925/2006 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les espèces végétales contenant des dérivés hydroxyanthracéniques ; mettre à la charge de la Commission européenne les entiers dépens.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, la requérante invoque cinq moyens.

- **Premier moyen,** tiré d'erreurs de droits. La requérante invoque à cet égard le fait que le règlement attaqué viole l'article 8 du règlement (CE) no 1925/2006 , qui exige un risque identifié, en classant en partie A de l'annexe III de ce règlement les substances et les préparations visées, alors qu'il existe des incertitudes scientifiques et en classant en partie C de l'annexe III des produits autres que des substances, et viole l'article 6 du règlement (CE) no 178/2002, au motif qu'il repose sur une évaluation des risques partielle et non conforme ;
- **Deuxième moyen,** tiré du détournement de pouvoir, au motif que plusieurs indices précis, plausibles et concordants démontrent que l'objectif de protection de la santé des consommateurs, allégué par la Commission, ne correspond pas à la réalité. La requérante fait valoir que le règlement attaqué a notamment pour effet de réserver aux seuls médicaments le droit d'utiliser les préparations et substances contenant des dérivés hydroxyanthracéniques (ci-après « HAD ») placées en partie A de l'annexe III du règlement (CE) no 1925/2006, alors que ce n'est pas la finalité poursuivie ;
- **Troisième moyen,** tiré d'erreurs manifestes d'appréciation. Selon la requérante, l'avis de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) du 22 novembre 2017 sur lequel repose le règlement attaqué est entaché de plusieurs erreurs manifestes d'appréciation, dans la mesure où l'EFSA a évalué le risque génotoxique et cancérigènes des HAD en ne respectant ni ses propres méthodologies d'évaluation du risque, ni les méthodes d'évaluation du risque de l'OCDE et en tirant des conclusions contredisant les conclusions de l'Agence européenne du médicament. Le règlement attaqué est donc entaché d'erreurs manifestes d'appréciation, car, d'une part, la Commission a placé en partie A de l'annexe III du règlement (CE) no 1925/2006 des substances et des préparations alors que l'avis de l'EFSA du 22 novembre 2017 fait ressortir des incertitudes scientifiques, d'autre part, elle n'a pas appliqué le principe ALARA aux mesures de gestion du risque et, enfin, elle n'a pas pris en compte l'évolution de la connaissance scientifique intervenue postérieurement à l'avis de l'EFSA du 22 novembre 2017 ;
- **Quatrième moyen,** tiré de la violation du principe de sécurité juridique, au motif que la rédaction du règlement attaqué est incohérente dans la mesure où, d'une part, il se réfère au terme «préparations» alors que ce terme n'est défini par aucun texte, d'autre part, certaines substances HAD apparaissent être à la fois interdites et autorisées, mais sous contrôle et, enfin, le Standing Committee on Plants, Animals, Food and Feed (comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux), a dû apporter des précisions au texte ;

- **Cinquième moyen,** tiré de la violation du principe de proportionnalité, en ce que le règlement attaqué classe en partie A de l'annexe III du règlement (CE) no 1925/2006 des substances sans fixer le moindre seuil, ce qui aboutit à les interdire, alors que cette interdiction n'est pas nécessaire pour atteindre l'objectif recherché de protection de la santé publique.

Recours introduit le 17 mai 2021 — Casanova/BEI
(Affaire T-266/21)
(2021/C 263/42)

Langue de procédure : le français

Parties

Partie requérante : Philippe Casanova (Fort-de-France, France) (représentants : L. Levi et A. Blot, avocates)

Partie défenderesse : Banque européenne d'investissement

Conclusions

Le requérant conclut à ce qu'il plaise au Tribunal : déclarer le présent recours recevable et fondé ;
En conséquence :

- Annuler la décision du 12 juin 2020 par laquelle le requérant a été informé que son contrat n'était pas confirmé à l'issue de la période probatoire et prenait donc fin au 30 juin 2020 ;
- En tant que de besoin, annuler la décision de la BEI datée du 8 février 2021 rejetant la demande de conciliation et le recours administratif du requérant introduits le 11 août 2020, confirmant ainsi la décision du 12 juin 2020 ;
- Réparer les préjudices matériel et moral du requérant ; condamner la défenderesse aux entiers dépens.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, le requérant invoque quatre moyens.

- Premier moyen, tiré de la violation, d'une part, de l'article 24 de la convention de la représentation du personnel de la Banque européenne d'investissement (BEI) et, d'autre part, du principe de sécurité juridique.
- Deuxième moyen, tiré de l'incompétence de l'auteur de l'acte, de la violation du principe d'impartialité et de la violation de l'article 41 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.
- Troisième moyen, tiré d'erreurs manifestes d'appréciation commises au cours de la période probatoire initiale et au cours de la prolongation de la période de stage.
- Quatrième moyen, tiré du détournement de pouvoir commis par la BEI

Appels à Contribution/دعوتان للمساهمة

1. يعلن المرصد المغربي للإدارة العمومية أنه سيخصص عددا خاصا لمناقشة وتحليل موضوع **" قراءات متقاطعة حول مكانة ودور الإدارة في التقرير حول النموذج التنموي الجديد"** وفي هذا الإطار يرجى من الراغبين في المساهمة في هذا العدد تناول الموضوع في أبعاده المختلفة: تصور التقرير للاختلالات الحالية للإدارة، الحلول المقترحة ومدى أهميتها وفعاليتها وقدرتها على الاستجابة لمتطلبات النموذج التنموي الجديد لتطوير الإدارة، المسارات الجديدة لتطور الإدارة الواردة في التقرير إلى غيرها من الأبعاد التي يراها المساهمون جديرة بالدراسة.

آخر أجل للتوصل بالمقالات الخاصة بهذا الموضوع هو 30 شتنبر 2021

2. يعلن المرصد المغربي للإدارة العمومية أن **العدد 24** من نشرته سيخصص لموضوع **"الإدارة والماء"**، وفي هذا الإطار يرجى من الباحثين وعامة المهتمين الراغبين في المساهمة في هذا العدد تناول هذا الموضوع في أبعاده المختلفة: أنماط تدبير الماء من قبل الإدارات العمومية، تطور المقاربة التدبيرية للماء في المغرب، مدى فعالية الهيئات الاستشارية في تدبير الماء، دور الجماعات الترابية في تدبير الماء، أوجه مساهمة القطاع الخاص إلى جانب الإدارة في تدبير الماء، مستجدات قانون الماء الأخير... إلى غير ذلك من المواضيع التي يراها المساهمون جديرة بالدراسة والتحليل

آخر أجل للتوصل بالمقالات المتعلقة بهذا الموضوع هو 30 نونبر2021

DEJA PARUS

Bulletin n°22 : " التدبير الإداري للمنازعات القضائية للإدارات العمومية"

Bulletin n°21 : " المفتشيات العامة للوزارات " les inspections générales des ministères

Bulletin n°20 : " المصالح اللامركزة " Les services déconcentrés

Ces numéros sont consultables sur le site web :
http://www.omap.ma

COMITE DE GESTION DE L'OMAP

Brahim ZYANI	Professeur à l'ENSA, président.
Abdelouhad OURZIK	Ancien Professeur à l'ENSA, vice-président chargé de la publication, de la recherche scientifique et de la coopération.
Khalid BENOSMANE	Ancien professeur à l'ENSA, expert en management public, vice-président chargé de la communication, de la formation continue et de l'expertise.
Fatna Farsi	ingénieure en chef au Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration.
Badia BADDAG	Chargée de projet à l'ENSA, vice-présidente /secrétaire générale.